HAL open science

Anatomie d'une arnaque : feymen et feymania au Cameroun

Dominique Malaquais

▶ To cite this version:

Dominique Malaquais. Anatomie d'une arnaque : feymen et feymania au Cameroun. Les Études du CERI, 2001, 77, pp.46. hal-03462382

HAL Id: hal-03462382

https://sciencespo.hal.science/hal-03462382v1

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les Études du CERI
N° 77 - juin 2001

Anatomie d'une arnaque : feymen et feymania au Cameroun

Dominique Malaquais

Centre d'études et de recherches internationales
Sciences Po

Anatomie d'une arnaque : feymen et feymania au Cameroun

Dominique Malaquais
Sarah Lawrence College, New York

Dans les années 1990, un mot nouveau fait son apparition à Douala, capitale économique du Cameroun : « feyman ». Sur les marchés, dans les bars et les restaurants, on parle de « feymen » (pluriel) et de « feymania » (l'art de se comporter en feyman). L'étymologie du mot est incertaine. Le terme viendrait du pidgin, *lingua franca* introduite par les Britanniques avant l'annexion du Cameroun par l'Allemagne en 1884. La seconde syllabe – « man » – est sans aucun doute d'origine pidgin. Ce serait le cas également de la première, mais par une voie quelque peu détournée. « Faire », dans l'argot des villes camerounaises, signifie « tromper », « gruger ». « Se faire faire » ou, mieux, « se faire fait », c'est « se faire avoir ». Sous l'influence du pidgin et du franglais, « fait » devient « fey ». A l'idée de berner ou de se faire berner, implicite dans le terme « fey », s'ajoutent d'autres significations, nées en partie d'homonymies. Les feymen, disent certains, sont comme des fées : il y a chez eux quelque chose de magique. Ils sont aussi, fait remarquer le sociologue Eric de Rosny, des hommes du feu (*« fiya »* en pidgin), des « flambeurs » et des êtres liés au monde de la sorcellerie, dans lequel le feu occupe une place fondamentale.

Trompeurs, flambeurs, magiciens : qui, précisément, sont les feymen et en quoi consiste la feymania ? Quelles en sont les origines, les raisons d'être ? Entre 1994 et 1999, les deux termes font la une des journaux camerounais ; presse privée et (moins couramment) presse gouvernementale y font abondamment référence. En 2000-2001, on continuera d'en parler, mais d'une façon à plusieurs égards différente. Les feymen des dernières années du siècle ne sont en effet pas les mêmes que ceux des *mid-nineties*. Le phénomène a évolué. Comment ? Pourquoi cette transformation ? Qu'en est-il aujourd'hui ? Qu'en attendre dans les années à venir ? Telles sont quelques-unes des questions abordées dans cette étude.

Pourquoi s'intéresser à la feymania ? Le sujet est certes d'actualité, mais il y a plus. Feymen et feymania sont intimement liés à toute une série de forces qu'il est fondamental

de prendre en considération si l'on veut appréhender le passé récent, la conjoncture actuelle et l'évolution prochaine du Cameroun, clé de voûte de l'Afrique centrale : espoirs et déboires nés d'un mouvement pour la démocratie aujourd'hui en faillite ; déboires et espoirs, aussi, d'une économie formelle longtemps au point mort ; marchés et modes de financement informels ; crises intra- et interethniques ; exode rural et urbanisation sauvage ; ajustement structurel ; globalisation… Fondamentale, aussi, est l'originalité de la feymania – de ses structures, de ses techniques, de ses images de marque. Les quelques allusions au phénomène que l'on trouve sous la plume d'historiens ou de sociologues sont unanimement négatives[1]. Seule Béatrice Hibou[2] y voit plus qu'une tare, un aspect du Cameroun contemporain qu'il faut à tout prix gommer. Jeter ainsi l'opprobre sur un phénomène qui a tant passionné et, à l'occasion, divisé un pays, semble mal avisé. Qui se penche sur la feymania y trouve, certes, du négatif, mais aussi des éléments qui méritent à plus d'un titre qu'on s'y arrête. Parmi ceux-ci, on notera en particulier une lecture fine et, à l'occasion, remarquablement perspicace de la conjoncture économique, de développements politiques à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de mutations sociales, de l'imaginaire et de la pop-culture. Parler du Cameroun à l'orée du XXIe siècle sans parler du feyman, c'est faire abstraction d'un de ses acteurs les plus éloquents.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. La feymania est un phénomène à la fois trop récent et trop mouvant pour cela. Dans les pages qui suivent, on tentera non pas de le fixer dans le temps ou l'espace, mais d'en offrir une vue d'ensemble, la première à notre connaissance. L'approche proposée est pluridisciplinaire. A des observations de terrain, fruit d'interviews menées à Douala et Yaoundé en juillet-août 2000, on alliera données d'ordre économique et démographique ; hypothèses de politologues et, plus largement, de commentateurs (journalistes, politiciens, membres du clergé, *everyman*) qui se sont penchés sur la scène politique camerounaise, sur le rôle qu'y jouent la France et, à l'occasion, les Etats-Unis ; conclusions de chercheurs concernant des pays autres que le Cameroun et dans lesquels certains feymen auraient exercé leurs talents (Afrique du Sud, Kenya, République démocratique du Congo et Congo-Brazzaville, entre autres) ; vues et projections de criminologues ; éléments d'analyse suggérés par l'émergence de nouvelles modes vestimentaires et musicales… Ce premier pas vers une compréhension plus large d'un phénomène encore en plein essor sera, on l'espère, suivi d'autres, et notamment d'études de chercheurs camerounais.

---

[1] Voir Sontia Sadate, *Le Policier et son public dans une société démocratique,* Yaoundé, 1994, et Timothée Tabapssi, *Le Modèle migratoire bamiléké et sa crise actuelle,* Leyde, CNWS, 1999.

[2] Béatrice Hibou, « Le "capital social" de l'Etat falsificateur, ou les ruses de l'intelligence économique », *in* J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou (dir.), *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997.

PORTRAIT D'UN FEYMAN

Il y a, bien sur, feyman et feyman. Le plus connu de tous fut Donatien Koagne, alias *le king*. 1994, Pretoria. Le journaliste camerounais Pius Njawe est en Afrique du Sud pour y réaliser une série d'interviews auprès de l'équipe qui prépare l'accession au pouvoir de Nelson Mandela. Il a rendez-vous ce matin-là au ministère des Affaires étrangères. Dans un article publié en 1998[3], il relate ce qui suit. Il s'attendait à poser les questions, voilà que le ministre en a une, insolite, pour lui : « Y a-t-il au Cameroun un roi au-dessus du président de la République ? » Njawe réplique que non et s'enquiert du pourquoi de la question. C'est que le cabinet du ministre vient de recevoir un fax de Sandton, quartier huppé de Johannesbourg, où il est fait état de l'arrivée, dans un hôtel cinq étoiles de la place, du roi du Cameroun. La direction de l'établissement souhaite savoir quelles dispositions protocolaires il convient d'adopter. Renseignements pris, Njawe établit que non seulement il ne s'agit pas d'un roi ni même d'un chef – il caressera un instant l'idée que celui dont on parle est Joseph Ngnié Kamga, leader d'une puissante chefferie de l'Ouest-Cameroun –, mais d'un citoyen camerounais ordinaire, un certain Colbert Nya.

Non sans difficulté, Njawe parvient à obtenir un rendez-vous avec le mystérieux M. Nya. En août 2000, il racontait, encore amusé, sa rencontre avec celui que l'on disait roi. A l'hôtel, on le dirige sur la suite présidentielle. A la porte se tient une jeune femme couverte d'or. Le journaliste avance de quelques pas ; ses chaussures disparaissent dans quinze centimètres de moquette. Devant lui, un petit salon Louis quelque chose, point d'entrée dans un immense appartement. Des jeunes gens s'y affairent. L'un d'entre eux se débat avec une télécommande censée contrôler à distance les rideaux de l'enfilade de pièces. Réussite : un rideau se lève, révélant une mezzanine où se tient un homme tout d'or vêtu – robe de chambre dorée, babouches couleur or et bijoux éclatants. Ni Ngnié ni Nya, il s'agit en fait de Donatien Koagne. Njawe ne l'avait jamais rencontré, mais le connaissait de nom. Au pays, on parlait beaucoup de lui. On le savait richissime ; on disait illégale, voire maffieuse, l'origine de sa fortune, mais on n'en savait guère plus.

Enchanté d'avoir surpris Njawe, que le spectacle avait en effet pris de court, Nya/Koagne se dit ravi de faire la connaissance du patron du *Messager*, journal phare de l'opposition au président Paul Biya (la remarque est à double tranchant, étant donné les liens que Koagne entretenait, nous le verrons, avec la classe politique camerounaise). Quarante-cinq minutes durant, Njawe tenta de lui tirer les vers du nez : que faisait-il en Afrique du Sud ? Quel business y traitait-il ? De façon plus générale, quelles affaires brassait-il ? Il n'apprit rien de précis. Koagne disait avoir récemment racheté la CAPME (structure d'aide aux PME, aujourd'hui disparue). C'était là, disait-il, son domaine d'activité ; il était à Johannesbourg pour acheter un avion, un bateau. Njawe quitta la suite du « roi » guère plus informé qu'à son arrivée, mais convaincu qu'il y avait anguille sous roche. Par la suite, le journaliste apprit que Koagne avait tissé des liens étroits avec l'ANC : « Il avait complètement investi le parti de Mandela ; toute une section de l'entourage présidentiel avait été corrompue ». Mandela lui-même avait certainement été berné, quoique l'on ne sache pas exactement comment : à Njawe, comme à d'autres par la suite semble-t-il, Koagne montra des photos sur lesquelles il apparaissait aux côtés de l'illustre chef d'Etat, ce qui suggérait, sinon l'existence d'une amitié, du moins celle d'une relation lui permettant

[3] *Le Messager* (Cameroun) du 13 novembre 1998.

d'avoir accès au grand homme. Pire, Donatien aurait été présent à l'inauguration de Mandela en tant qu'invité officiel[4].

Il s'avéra que Mandela n'était pas le seul chef d'Etat africain avec lequel Koagne avait établi des liens. Dans un album-photo qu'il aimait à feuilleter en public, on pouvait le voir aux côtés de nombreuses personnalités, dont le maréchal Mobutu et le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso. Si Koagne ne se brouilla pas avec Mandela, ses relations avec Mobutu, Sassou et d'autres furent houleuses. C'est qu'il leur joua un bien mauvais tour… On sait aujourd'hui que Donatien, depuis la fin des années 1980 au moins, trempait dans toutes sortes d'activités illégales : faux-monnayage (entreprise dont il partageait les risques et bénéfices avec un frère au nom prédestiné, Gutenberg), trafic de drogue et, plus lucratif encore, d'uranium, contrôle de cercles de jeu illégaux à Douala… Il brillait en particulier dans un domaine dont il avait fait sa spécialité : celui de l'escroquerie financière. Le journaliste Jean-Moïse Braitberg décrit ainsi l'arnaque Koagne, aujourd'hui légendaire au Cameroun :

> « La spécialité [de Koagne et de son] clan [Donatien, Gutenberg et une jeune sœur nommée Jeanne-Magloire] consiste à faire croire à de riches pigeons qu'il dispose d'un moyen ultrasecret pour transformer le papier blanc en [dollars] […] La proie [est] convi[ée] à une séance privée destinée à la convaincre de l'efficacité du procédé. Avant [son] arrivée, les Koagne prennent soin de glisser un vrai dollar entre deux feuilles de papier blanc et de répéter l'opération jusqu'à constituer un épais bloc de papier prétendu "vierge", prédécoupé au bon format. Quand la victime se pointe, ces sandwichs d'un nouveau genre sont solennellement enduits d'un "liquide miracle" (en réalité un acide utilisé en photographie), puis plongés dans un bain de teinture d'iode. [Celle-ci], mise en présence de l'acide, a la propriété de dissoudre le papier […] des Koagne, mais pas celui, ultrarésistant, employé dans la fabrication des dollars. Après quelques minutes […] l'un des Koagne saisit ses pinces et ressort du "bain magique" des poignées de dollars. Si la victime […] se précipite à sa banque pour vérifier l'authenticité des billets "créés" sous ses yeux, l'établissement lui confirmera qu'il s'agit bien là de véritables dollars […]. La proie est à point. Elle est prête à acheter, fort cher (en moyenne 5 millions de francs), le "procédé magique" »[5].

Plus d'un s'y est laissé prendre : Mobutu, à qui Koagne est censé avoir soutiré ainsi 15 millions de dollars ; Blaise Compaoré, président du Burkina Faso, qui en aurait perdu 40 ; Etienne Eyadéma, leader du Togo, son homologue congolais Sassou-Nguesso, plusieurs ministres, dont un Gabonais, un Tanzanien, un Espagnol, plusieurs Kenyans et un ci-devant membre des services secrets israéliens. D'autres encore se feront prendre, parmi lesquels plusieurs personnalités à Djibouti et un haut fonctionnaire yéménite[6]. Mais le Yémen, lieu de son dernier « coup fumant » (expression qu'affectionne *Le Messager*), ne porta pas chance à Donatien.

Les déboires yéménites de Koagne valent la peine qu'on s'y arrête, parce qu'ils mettent en relief un aspect important de la feymania : la panique qu'elle sema dans certains milieux

---

[4] *Capital*, mai 1999 ; *Libération* des 14 et 15 novembre 1998.

[5] *Capital*, mai 1999.

[6] *Libération* des 14 et 15 novembre 1998.

politiques et diplomatiques ainsi que dans les services secrets de plusieurs pays, africains comme occidentaux.

Fin 1994, Koagne arrive à Sanaa, où il embobine un membre de la police secrète yéménite. Quelques mois plus tard, il fait une brève escale à Paris. Son mode de transport : un Falcon 50 qu'il a loué à la suite d'une malencontreuse collision entre son Falcon à lui (coût : 12 millions de FF) et une gazelle égarée sur la piste d'atterrissage de l'aéroport de Nairobi. Alors que l'avion de location s'apprête à décoller du Bourget, un douanier demande à examiner les bagages de Koagne. Il y découvre quelque deux mille millions de dollars en coupures. Il en réfère à ses supérieurs, qui confisquent le magot et écrouent le Camerounais. Celui-ci sera libéré cinq heures plus tard, à la suite d'un appel quelque peu mystérieux. L'argent, lui, reste avec les douaniers ; il s'agit d'établir si les dollars sont vrais ou faux. Authentiques, répondent les Américains, après inspection des coupures. Mais l'affaire ne fait que commencer :

> « Les Américains [n'ont] pas tout dit [aux Français]. Certes, les billets sont bons, mais les recherches menées à Washington sur les numéros de série révèlent qu'ils font partie d'un don consenti par les Etats-Unis au Trésor yéménite au titre de l'aide bilatérale »[7].

Avant que le fisc ou la douane américaine ait pu faire quoi que ce soit, le Yémen passe à l'action. Apparemment convaincu que sa supercherie n'a pas encore été découverte, Koagne a mis à nouveau le cap sur Sanaa. La police yéménite l'y attend de pied ferme. Le feyman est arrêté et mis au secret. Les choses en seraient peut-être restées là, n'était un détail : un carnet dans lequel Donatien avait noté l'identité de ceux qu'il avait escroqués et les sommes qu'il leur avait soutirées. Ce carnet, tout le monde le veut : les « grands » piégés par Koagne, qui ne souhaitent pas voir leur nom traîné dans la boue par des ennemis politiques auxquels il aurait fourni des munitions ; le gouvernement français, qui tient à protéger ses « amis » africains ; les Américains, que les dollars de Donatien intéressent passablement et que les Français soupçonnent d'être à l'affût d'informations dommageables aux intérêts de la métropole en Afrique.

Le Quai d'Orsay met la main à la pâte. Il faudra plusieurs mois à un de ses hauts fonctionnaires, une certaine Catherine Boher, pour établir exactement où Koagne se trouve. En juin 1996, cette dame s'envole pour Sanaa, où elle apprend qu'elle pourra récupérer Donatien et le fameux carnet si l'escroc rend l'argent qu'il a volé, soit quelque trois millions de dollars. De retour à Paris, Boher s'entretient de l'affaire avec un collègue, Jean-Michel Beaudoin. Celui-ci échafaude un plan : camouflée à bord d'un yacht de plaisance, une équipe de « spécialistes » sera subrepticement débarquée au Yémen pour récupérer le cahier, le magot et, accessoirement, Donatien (l'opération ne se fera pas). Il est question aussi d'une rançon qu'un groupe de chefs d'Etat africains serait prêt à verser pour obtenir la libération de Koagne, dont « la présence est indispensable pour retirer des fonds déposés dans des établissements bancaires monégasques appartenant auxdits chefs d'Etat »[8].

Boher, elle, continue à négocier avec les autorités yéménites. Puis elle se tourne vers la famille de Donatien. S'ouvre alors un troisième chapitre. Là aussi, selon certains, il s'agit

---

[7] *Capital*, mai 1999.

[8] *Libération* des 14 et 15 novembre 1998.

de feymania, mais d'un genre quelque peu différent : le clan Koagne deviendrait le dindon de la farce. Karl Laske, journaliste à *Libération*, rapporte ainsi les faits :

> « [Boher, qui] affirme qu'un de ses amis compte parmi les victimes de Koagne, négocie avec [la sœur de celui-ci] le remboursement aux Yéménites, et réceptionne certains payements. » Rien n'en résulte. « La famille de Koagne soupçonne [Boher] de détournement [et] dépose plainte à Paris »[9].

Qu'est-il advenu de Donatien ? On n'en sait trop rien. Il n'a pas été libéré, mais serait toujours en vie, ce qui laisserait supposer que l'argent de son forfait n'a toujours pas été récupéré. A Douala et Yaoundé, la rumeur court qu'il aurait été amputé des deux mains par ses capteurs yéménites. Quant au carnet, certains pensent que les Français l'ont, d'autres, dans la mouvance du président Biya, que le gouvernement camerounais le détient.

ARTS DE « FEYRE »

La trajectoire de Donatien n'est pas typique. Peu de feymen, on l'imagine, ont eu une carrière aussi fulgurante ou ont, autant que lui, attiré l'attention. Plusieurs aspects de son parcours, cependant – certains choix qu'il fit, certains liens qu'il tissa, les pratiques qu'il adopta, sa façon de se comporter et de se présenter –, semblent caractéristiques. Caractéristique, en effet, est sa décision d'opérer en dehors du Cameroun. La majorité des feymen, en particulier entre 1994 et 1998-1999, choisit de se lancer dans les « affaires » à l'étranger. Le vocabulaire de leur profession en témoigne. Plusieurs expressions se rapportant à la feymania, couramment employées dans la rue ou dans la presse, désignent l'acte d'aller au loin chercher des « pigeons » ou (autre terme du milieu) des *mougous*. D'un feyman au travail en dehors du pays, on dit qu'il « voyage » ou qu'il est parti « au front ». Si son aventure tourne mal, on dira qu'il est « tombé sur le champ de bataille ». L'« ailleurs » – l'extraversion – est un point clé, à tel escient qu'un commentateur interrogé en 1999 par le journal *Cameroun actualité* notait, railleur, « vous les feymen [ ] vous ne reconnaissez les belles choses qu'à l'étranger »

Des feymen et de l'extraversion

Le rôle fondamental joué par l'extraversion dans la vie politique et l'économie des civilisations africaines au cours des siècles n'est plus à démontrer. Du royaume kuba à la confédération ashanti en passant par les sociétés lignagères du Sud angolais, « le

[9] *Ibid*.

rapport à l'environnement extérieur est devenu, écrit J.-F. Bayart, une ressource majeure du processus [ ] politique et d[e l']accumulation économique ». Echanges, légitimation idéologique, émergence et développement de nouvelles structures sociales au sud du Sahara sont en grande partie le fruit de « la trajectoire extravertie des sociétés [africaines] »[10]. En portant son regard sur l'étranger, Donatien, tout comme d'autres feymen, grands et petits, s'inscrit dans un contexte historique, complexe certes et dont la donne varie de région en région et d'époque en époque, mais fondamentalement propre au sous-continent dans son ensemble.

L'intérêt des Donatiens pour l'étranger ne relève pas d'une simple *exit strategy*. Il ne s'agit pas d'aller exercer au loin un métier dans lequel on aurait du mal à réussir chez soi, mais d'une stratégie réfléchie, soigneusement échafaudée. On ne choisit pas n'importe quel ailleurs : les pays élus le sont avec discernement, pour ce qu'ils peuvent offrir en matière de marchés, de structures économiques et de facilités. L'intérêt des feymen pour l'Afrique du Sud et ses voisins (Zimbabwe, Namibie, Zambie, Angola) est, à cet égard, révélateur. Koagne n'y fit pas d'affaires portant sur la multiplication des billets, mais il paraît clair que son frère Gutenberg et lui s'y livrèrent au trafic de drogue – en 1993, Gutenberg est arrêté en Zambie pour une affaire de stupéfiants à laquelle aurait été lié un ministre en exercice – et d'uranium[11]. D'autres feymen se sont essayés à l'arnaque au pays de Mandela, certains avec succès, d'autres moins. Njawe raconte l'histoire d'un groupe de jeunes Camerounais qui, en 1998, réussit à « feyre » plusieurs « pigeons » dans une petite ville du Transkei. Leur coup, vraisemblablement une affaire de multiplication de coupures, aurait pu rapporter gros, mais il tourna mal : les trois escrocs, Cyrille Mouna, Patrick Momo et David Tchuidjeu, y laissèrent la vie. D'autres Camerounais encore ont tâté du trafic de drogue dans la région. En 1998, l'un d'eux, un certain Vikmoore Mommel, fut condamné en Namibie à dix ans de prison pour trafic de cocaïne[12]. Pour ces hommes – trafiquants comme faiseurs de billets –, l'Afrique australe constituait une excellente base d'opérations.

Bien avant la chute du régime d'apartheid, il existait dans les grandes villes sud-africaines des réseaux criminels, aussi bien blancs que noirs[13]. Dans les années 1990, on assiste à une explosion de la criminalité. Avec l'ouverture des frontières en 1990, suivie de l'accession au pouvoir de la majorité noire et, en 1994, de l'élection de Mandela à la présidence, le pays, auparavant replié sur lui-même, se tourne vers l'extérieur. Riche, doté d'excellentes infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, d'une Bourse des valeurs et d'un système bancaire sophistiqué, support d'une économie diversifiée, il attire d'importants investissements. L'argent y afflue et, partant, le crime. De longues frontières poreuses parce que s'étirant sur des centaines de kilomètres, une police des frontières, des ports et des aéroports peu efficace car débordée et souvent corrompue

---

[10] Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique,* Paris, Fayard, 1989.

[11] *Capital*, mai 1999 ; *Libération* des 14 et 15 novembre 1998 ; *Wagne online* (Cameroun), 18 mai 1999.

[12] *Le Messager* du 13 novembre 1998.

[13] Voir Joan Wardrop, « Soweto syndicates and "doing business" », *in* Richard Rotberg et Greg Mills (eds), *War and Peace in Southern Africa*, Washington et Cambridge, Brookings Institution et World Peace Foundation, 1998.

constituent une singulière invite pour les trafiquants et faussaires en tout genre[14]. Depuis bien longtemps, la contrebande fait recette dans la sous-région, les diamants, l'or et les armes ayant servi à financer la guerre du gouvernement sud-africain contre l'ANC, son programme de déstabilisation des pays mitoyens et son aide au combat de mouvements réactionnaires, tels que l'Unita de Jonas Savimbi[15].

Sur les réseaux mis en place pour faciliter ces financements viennent s'en greffer d'autres, dont ceux de la drogue, du blanchiment d'argent, du vol et de la revente de véhicules de luxe. Stupéfiants (methaqualone fabriquée en Afrique australe ; cocaïne importée d'Amérique du Sud et héroïne venant d'Asie, la première en transit vers l'Europe, la seconde en partance pour les Etats-Unis ; cannabis cultivé sur place), armes, voitures volées, minéraux précieux et autres produits de contrebande (ivoire, corne de rhinocéros) empruntent souvent les mêmes routes, tracées, pour beaucoup, avant l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela. A titre d'exemple : les diamants et l'or, eux-mêmes frauduleusement acquis et revendus en Europe (notamment en Suisse), servent couramment à blanchir des sommes amassées dans le trafic de la drogue[16]. A ces données, qui montrent bien en quoi l'Afrique du Sud pouvait intéresser Donatien et ses pareils, il faut en ajouter d'autres qui, de l'avis de spécialistes, ont contribué à la montée vertigineuse du crime dans le pays : l'explosion démographique dans les centres urbains, qui donne naissance à de vastes *shantytowns* et squats ; le chômage, en augmentation depuis 1988 ; l'immigration, légale comme clandestine, produit de guerres civiles dans plusieurs pays de la sous-région, de la dégradation des conditions économiques à travers l'Afrique subsaharienne et de l'adoption de lois anti-immigration de plus en plus draconiennes en Europe et aux Etats-Unis[17]. On le voit, il y avait de quoi « feyre » au pays de Mandela…

En quête de liens économiques mais aussi affectifs avec le reste du continent, la toute nouvelle Afrique du Sud était à d'autres égards l'endroit rêvé pour les feymen camerounais. Une des caractéristiques de la feymania, particulièrement à ses débuts, est que ses adeptes ont l'art de se faire passer pour des hommes du pouvoir dit « traditionnel ». Donatien, on l'a vu, se proclamait roi, d'où son surnom de *king*. D'autres en firent autant – Patrick Momo, par exemple, dont il est question plus haut et qui avait choisi de se faire appeler « Chef Foto », Foto étant une importante chefferie de l'Ouest-Cameroun. Un autre feyman adopta le pseudonyme de Georges Weah[18], un *king*

---

[14] Robert Gelbard, « Drug trafficking in southern Africa », *in* R. Rotberg et G. Mills (eds), *War and Peace in Southern Africa*, *op. cit.*

[15] Voir Stephen Ellis, « Les nouvelles frontières du crime en Afrique du Sud », *in* J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou (dir.), *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*, *op. cit.*

[16] *Ibid.* ; Eric Fottorino, *La Piste blanche*, Paris, Balland, 1991 ; Robert Gelbard, « Drug trafficking in southern Africa », art. cit. ; US Department of State, *International Narcotics Control Strategy Report, 1999,* mars 2000 ; US House of Representatives, « Hearing before the subcommittee on Africa of the committee on international relations », 15 juillet 1998 ; C. D. J. Venter, « Drug abuse and drug smuggling in South Africa », *in* R. Rotberg et G. Mills (eds), *War and Peace…*, *op. cit.* ; Joan Wardrop, « Soweto syndicates and "doing business" », art. cit.

[17] Antoine Bouillon, *Immigration africaine en Afrique du Sud*, Paris, Karthala, 1999 ; Joan Wardrop, « Soweto syndicates and "doing business" », art. cit.

[18] *Le Messager online* (Cameroun), décembre 1999.

également, du football celui-ci. Donatien affectionnait les amples tuniques et les chapeaux de notable brodés, tenues dont ses hôtes sud-africains auraient immédiatement perçu la signification. On peut imaginer que d'autres feymen de passage à Johannesbourg et Pretoria usèrent de ce symbolisme du vêtement pour asseoir leur légitimité. Aux yeux de « pigeons » ailleurs en Afrique, les liens tissés par Donatien et les autres avec Mandela et, de manière plus générale, avec l'Afrique du Sud ne pouvaient être que positifs. Dans les *mid-nineties*, ce pays avait la cote : y travailler (ou mieux, comme Koagne, y investir comme il le fit dans l'ANC), c'était travailler à l'émancipation du continent tout entier, chose que ne manquèrent pas de noter et d'utiliser dans leurs campagnes publicitaires nombre de compagnies, américaines comme européennes. Que des entrepreneurs camerounais tout ce qu'il y a de plus légitimes se soient installés en Afrique du Sud et y aient prospéré ajoutait encore à l'attrait du pays. On pouvait, pour montrer patte blanche, se réclamer d'eux, de leur succès et de leur sérieux.

L'Afrique du Sud ne fut pas, bien sûr, le seul pays ciblé par les feymen. Au Kenya, aussi, ces derniers firent de belles affaires. C'est dans ce pays qu'opérait le faux Weah. Un de ses compatriotes, un certain Firmin Kamwa, fut longtemps recherché par la police kenyane : il avait « fey » un proche du dictateur Daniel arap Moï. Trois autres Camerounais furent arrêtés en novembre 1999 ; ils avaient escroqué plusieurs hommes d'affaires à Nairobi en leur promettant de multiplier le contenu de valises pleines de dollars[19]. Le succès de ces feymen était tel que la réputation du Cameroun commençait à en pâtir. Visas, permis de transit et de séjour devenaient de plus en plus difficiles à obtenir. « A la direction de l'émi-immigration de l'aéroport de Nairobi, rapportait *Le Messager* fin 1999, on indique que 70 % des demandes de visa d'entrée au Kenya émanant de Camerounais sont rejetées ». Le Kenya, comme l'Afrique du Sud, avait été soigneusement choisi. Particulièrement intéressante pour les escrocs camerounais était la communauté des hommes d'affaires indo-pakistanais installée dans les grandes villes du pays. Ses membres, qui avaient souvent de gros moyens, étaient d'excellentes cibles, relativement faciles à atteindre. Bien qu'implantée depuis longtemps au Kenya, où ses avoirs faisaient d'elle un important acteur économique, la communauté indo-pakistanaise s'y trouvait en butte à une hostilité politique qui, dans les années 1990, la fragilisa passablement[20].

Dans un pays où l'arbitraire et la corruption sont notoires, les déboires de la communauté indo-pakistanaise au Kenya renvoient à des problèmes plus larges. Ces problèmes, « Weah » et les autres semblent les avoir pris en compte. Là où règnent le désordre politique et la rapacité des élites au pouvoir, les feymen peuvent espérer faire de bonnes affaires. Tel paraît avoir été un de leurs principaux critères quant au choix des pays où opérer. Zaïre, Congo-Brazzaville, Togo, Burkina Faso… Tous, dans les années 1990, offraient de beaux champs d'activités à ceux qui recherchaient confusion et corruption. En proie aux derniers soubresauts d'une dictature à l'agonie, le Zaïre de Mobutu voit déferler dans ses provinces orientales, en juillet-août 1994, un million et demi de civils poussés par une soldatesque et des miliciens hutu, auteurs du génocide de 1994, mis en fuite par les Tutsi du Front patriotique rwandais. S'ensuit une période de plusieurs années où la situation devient de plus en plus chaotique. Au Congo-Brazzaville,

---

[19] *Le Messager online,* décembre 1999, et *Le Daily News* (Kenya) du 16 novembre 1999.

[20] Voir Tom Forrest, « Le retour des Indiens en Ouganda », *Politique africaine*, n° 76, décembre 1999, et David Himbara, « The "asian" question in East Africa », *African Studies Review*, 65 (1), 1997.

les choses ne vont guère mieux. Sassou-Nguesso, arrivé au pouvoir en 1979 après avoir renversé son prédécesseur, se maintient à la tête du pays jusqu'en 1992, date à laquelle il est écarté des affaires par Pascal Lissouba. Celui-ci, bien que démocratiquement élu, se trouve rapidement en butte à de graves problèmes. En 1993, la violence éclate entre les membres de milices privées à sa solde et celles d'un de ses rivaux, Bernard Kolélas. En 1997, alors que se préparent de nouvelles élections, les milices de Sassou entrent en jeu. Une sanglante guerre civile s'ensuit, qui fera quelque 10 000 morts et mettra Brazzaville à sac. Avec l'aide de l'Angola, Sassou reprend le pouvoir, promettant des réformes démocratiques que l'on attend toujours. La corruption et le *mismanagement*, caractéristiques du premier règne de Sassou comme de l'ère Lissouba, persistent[21].

En Afrique de l'Ouest également, les feymen ont jeté leur dévolu sur des pays où il fait bon être escroc. Le Togo du général Eyadéma en est un, le Burkina Faso de Blaise Compaoré un autre. Tous deux sont les fiefs d'inamovibles dictateurs venus au pouvoir après avoir orchestré la mort violente de leur prédécesseur. Eyadéma et Compaoré, nous l'avons vu, furent tous deux « fey » par le clan Koagne. Corruption, traitement préférentiel accordé aux membres de l'ethnie du Président, violences perpétrées à l'encontre de ceux qui contestent l'hégémonie du pouvoir en place, le Togo et le Burkina connaissent bien tous ces phénomènes, auxquels s'ajoute, dans les deux cas, une pauvreté extrême : un revenu annuel par habitant de 400 dollars pour le Togo et de 300 dollars pour le Burkina en 1994, année où Donatien arrive chez Compaoré, et un programme d'austérité décrété par le pouvoir en réponse aux exigences du FMI[22]. Mais il y a plus. Si la situation au Burkina et au Togo est catastrophique, il n'y a là rien d'exceptionnel ; d'autres facteurs, caractéristiques, doivent être pris en compte, parmi lesquels le rôle fondamental que joue la contrebande des diamants et des armes dans l'économie de prédation mise en place par les deux dictateurs.

En septembre 1992, des élections sont organisées en Angola, à l'issue desquelles José Eduardo dos Santos, leader du MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola) est élu président. Battus, Savimbi et l'Unita reprennent les hostilités, contrevenant ainsi à l'Accord de paix de Bicesse signé en 1991. Afin de forcer l'Unita à déclarer un cessez-le-feu, le Conseil de sécurité des Nations unies impose des sanctions. Nous sommes en 1994. De nouvelles sanctions seront imposées en 1997, puis d'autres en 1998. Il est interdit, aux termes de ces sanctions :

> « [ ] de fournir à l'Unita des armements et du matériel militaire, de lui fournir des produits pétroliers et d'acheter des diamants extraits dans des régions tenues par l'Unita [ ] [Il est] demand[é] que soient gelés les comptes bancaires et autres ressources financières de l'Unita, que soient fermés ses bureaux à l'étranger et [ ] limités les déplacements à l'étranger de [ses] dirigeants et des membres adultes de leur famille proche »[23].

---

[21] Kwame Antony Appiah et Henry Louis Gates (eds), *Africana*, New York, Basic Books, 1999 ; Rémy Bazenguissa-Ganga, « Milices politiques et bandes armées à Brazzaville », *Les Etudes du CERI*, n° 13, 1996.

[22] US Department of State, *Togo Country Report on Human Rights Practices,* 1994*,* et *Burkina Faso Country Report on Human Rights Practices*, 1994 ; *The Monitor* (Ouganda) du 6 avril 1998.

[23] Nations unies, Rapport final du groupe d'experts présidé par Anders Möllander et créé par le Comité du Conseil de sécurité conformément à la résolution 1237 (1999), 7 mai 1999.

Ces mesures s'avèrent peu efficaces : Savimbi parvient encore et encore à y contrevenir. Il compte pour cela sur l'aide de trois chefs d'Etat africains : Mobutu (jusqu'à sa chute en mai 1997), Eyadéma et Compaoré. Tous trois lui servent d'intermédiaires, commandant pour lui, mais en leur nom, des armements, puis les lui livrant. Pour tromper la vigilance des observateurs internationaux, le matériel bénéficie de certificats dits d'« utilisateur final » zaïrois, burkinabés et togolais. Dans les trois cas, les armes sont achetées non pas en liquide, mais avec des diamants bruts, extraits de mines contrôlées par Savimbi. Dès 1993, Eyadéma accepte de servir de relais à l'Unita et, accessoirement, d'accueillir des enfants de Savimbi que celui-ci souhaite mettre en sécurité au Togo. Ce premier accord est scellé par un « cadeau » consistant en diamants dont la valeur s'élèverait à quelque 5 millions de dollars. Par la suite, Eyadéma a le choix : conserver 20 % des armes transitant sur son territoire ou recevoir l'équivalent en diamants. Si le Président togolais entretient de bonnes relations d'affaires avec Savimbi, Compaoré, lui, est un grand ami du leader de l'Unita. Celui-ci « a [ ] contribué largement à la campagne politique [du Président burkinabé] et en deux occasions au moins a renfloué les coffres de [celui-ci] ». Comme Eyadéma, Compaoré est payé en diamants ou en pourcentage d'armes. Au Burkina également, l'Unita trouve un espace privilégié pour ses transactions avec les diamantaires d'Anvers ; ses envoyés y rencontrent leurs correspondants belges et, pour ce faire, bénéficient de la protection de membres de la garde rapprochée du Président[24].

Le Président burkinabé trempe aussi dans une autre affaire de contrebande de diamants et d'armes, et ce au profit du Revolutionary United Front (RUF) de Foday Sankoh, en Sierra Leone. En contrepartie de diamants bruts extraits ou soutirés à ceux qui les minent par les forces de Sankoh, Compaoré fournit au RUF missiles, fusils d'assaut et matériel antichar ainsi que des mercenaires qui, aidés de collègues sud-africains, enseignent aux rebelles sierra-léonais l'utilisation des armes ainsi livrées[25].

Au vu des activités de Eyadéma et de Compaoré, et si l'on prend en considération les autres pays où le clan Koagne fut actif, on est tenté de suggérer que Donatien, dans sa quête du gain, suivait une filière en particulier : celle de la contrebande de diamants. Joua-t-il un rôle important dans cette filière ? On n'en sait trop rien. Force est de constater cependant que c'est là où le diamant était roi que lui et les siens firent leurs meilleures affaires : non seulement au Zaïre, au Burkina et au Togo, mais aussi, comme nous l'avons vu, en Afrique du Sud (où bien des hommes d'affaires véreux sont actifs dans le trafic de diamants), au Congo (le président Lissouba, lui aussi, apporta son aide à l'Unita dans les années 1990), en Zambie (où citoyens privés et membres du gouvernement, c'est probable, se livrèrent au trafic de diamants et, à l'occasion, entretinrent des relations avec Savimbi). D'autres escrocs camerounais aussi semblent s'être intéressés en particulier à des pays où l'on faisait affaire dans le diamant. On en mentionnera trois : la Namibie, lieu de multiples trafics orchestrés par l'Unita, notamment en ce qui concerne la contrebande de diamants, et où l'escroc Vikmoore Mommel se vit condamner à dix ans de prison pour trafic de drogue ; le Maroc, où Savimbi, au vu et au su de hauts fonctionnaires, plaça d'importants actifs et où un Camerounais du nom de Victor Kamga fut condamné à

[24] *Ibid.* ; dépêche de l'Associated Press du 27 mars 2000.

[25] Selon dépêche de l'Associated Press du 5 août 2000, *La Vision* (Cameroun), août 2000, *The Progress* (Sierra Leone) du 3 août 2000, et *Xinhua* (Chine) du 1er août 2000.

vingt ans de réclusion au motif qu'il s'apprêtait à se lancer dans une campagne de multiplication de billets[26] ; le Kenya, où les feymen ont fait d'excellentes affaires et qui, s'il ne semble pas avoir été lié aux affaires de contrebande de l'Unita, jouit cependant d'une solide réputation dans le domaine du trafic de diamants.

Arrêtons-nous enfin dans un dernier pays d'Afrique où la feymania a fait parler d'elle : la Guinée-Equatoriale. Voici quelques années, lit-on dans *Le Messager*, un escroc camerounais parvenait à « convaincre trois trésoriers-payeurs [du gouvernement équato-guinéen] [ ] de lui remettre, pour "multiplication", plus de 72 millions de francs CFA, correspondant à la paie du personnel de [plusieurs] ministères ». Ici aussi, le choix du pays était excellent. Une junte au pouvoir depuis 1967, sous la houlette d'un dictateur se maintenant à la tête de la nation en réprimant dans le sang toute velléité de changement ; une justice pour ainsi dire inexistante ; une répartition des richesses se limitant à la classe dirigeante, renommée pour sa rapacité ; une forte concentration de capitaux, produit de la découverte en 1995 de vastes réserves de pétrole – tout cela fait de la Guinée-Equatoriale un site idéal pour les escroqueries financières de haut vol. Intéressante également pour qui souhaite y faire des affaires peu recommandables avec la gent dirigeante : la suspension en 1997 des programmes d'aide au régime pour cause de corruption, suspension qui amputa sérieusement le budget de l'Etat[27]. Point capital, enfin, la proximité du pays avec le Cameroun, qui permet un repli rapide en cas de besoin, ainsi que le découvrirent les trois trésoriers bernés. Quand ils se rendirent compte qu'ils avaient été les jouets d'une supercherie, il était trop tard : l'escroc avait quitté la capitale à bord d'une pirogue. Direction ? Sans doute la côte du Cameroun, où il pourrait se fondre dans les mangroves.

De l'ailleurs et de l'imaginaire

L'extraversion, si caractéristique de la feymania, se manifeste non seulement à l'étranger mais aussi au Cameroun même, grâce au savant usage que font les feymen de l'idée de l'ailleurs. Dans l'imaginaire populaire, particulièrement chez les jeunes, l'étranger représente l'espace de l'espoir où études, emplois et richesse deviennent possibles. En cela, le Cameroun n'est pas exceptionnel : du Botswana au Bangladesh, étranger rime avec succès. Ce qui frappe n'est pas tant le désir de départ exprimé par les jeunes que l'habileté avec laquelle les feymen l'exploitent. Les chroniques de la feymania débordent de récits où l'on apprend que tel ou tel pigeon, voire des classes entières de *mougous* ont été pris dans les serres d'escrocs promettant l'accès à l'eldorado de l'ailleurs.

Les coups fumants des feymen portent moins ici sur la multiplication de billets que sur le voyage – la possibilité d'accéder à des lieux où il y aura moyen, grâce à des emplois, de multiplier ses avoirs. Ici, hommes et femmes (*feymémés* ou encore *mémés fey*) sont impliqués. Ainsi l'exemple, relaté par *Le Messager*, de cette femme, Sandrine Mengue, qui, en 1999, aurait soutiré plusieurs millions de francs CFA à des jeunes en quête non

[26] Nations unies, 7 mai 1999, *op. cit.,* et *Le Messager online.*

[27] US Department of State, *Equatorial Guinea Country Report on Human Rights Practices,* 1998 ; US Department of Energy, *Country Analysis Briefs : Equatorial Guinea,* 2000.

seulement de visas mais aussi d'emplois au Canada. L'arnaque reposait sur une panoplie de références à une réussite à l'américaine. Madame Mengue se disait directeur général d'une compagnie au nom à consonance américaine, la société Recovery and Financing Consultants. Référence était faite à des moyens très *« in »* de chercher du travail, telle la tenue d'une foire économique dans le pays cible, dont les dates étaient communiquées aux pigeons.

Il ne s'agissait pas ici de la simple quête d'un moyen de sortie. Ce qui était vendu – le produit commercialisé – était non pas le seul départ, mais également l'idéal d'une réussite immédiate. Pour les jeunes pris dans cette affaire, il n'était pas question de reproduire les trajectoires classiques de l'émigration africaine : entrée frauduleuse dans le pays élu, travail dérisoire exercé au noir… Une caractéristique fondamentale de la feymania, en effet, est la rapidité avec laquelle ses pratiquants accèdent à la richesse, rapidité que cherchent à égaler ceux qui tombent sous le charme des feymen. Longues années de travail, accumulation judicieuse et dépenses parcimonieuses, tous ces impératifs auxquels s'était pliée l'émigration africaine de naguère sont ici rejetés. Le succès viendra vite, pensent ces jeunes Africains, ou il ne viendra pas ; et si l'on veut qu'il vienne, on ira le chercher, par des voies qui contournent – légalement ou non, peu importe – les obstacles de plus en plus encombrants qui se trouvent en chemin.

Dans une autre arnaque, perpétrée en 1998 et dont les principaux acteurs sont toujours en cavale, on proposait non pas d'emmener les clients à l'étranger mais d'amener celui-ci vers eux.

> « L'arnaqueur, écrit Tientcheu Kameni dans *Le Messager*, un certain Pierre Shirten Atengan, se voulait le représentant d'une multinationale basée aux Etats-Unis, la Cachecocam [ou] California Chemical Company Cameroon, une entreprise américaine de droit camerounais [censée faire] dans la fabrique et la vente des produits phytosanitaires […] Shirten s'installe dans des bureaux loués à Douala […] et lance des communiqués radio ».

De nombreux candidats se présentent. De chacun, « l'entreprise exige […] 50 000, 100 000, voire 150 000 francs CFA selon le poste sollicité ». Plus de 500 demandeurs d'emploi se feront prendre. Seront leurrés aussi nombre de cultivateurs, que Shirten et ses associés convainquent d'acheter, avant livraison, des stocks d'engrais et de pesticides dits de « fabrication américaine » censés multiplier leurs récoltes. Il va sans dire que les produits ne seront jamais livrés. Bilan des deux opérations selon *Le Messager* : plus de 100 millions de francs CFA.

Dans cette affaire, il est fait un usage astucieux des liens que les arnaqueurs prétendent entretenir avec des personnages haut placés. Les communiqués radio de la société fictive sont si convaincants, écrit Kameni, qu'ils « bernent […] préfets, sous-préfets et même gouverneurs de provinces qui demandent à différents délégués provinciaux […] d'apporter main-forte à l'entreprise d'embauche de Cachecocam. C'est ainsi, poursuit-il, que les délégués provinciaux du Travail et de la Prévoyance sociale seront mis à contribution dans diverses provinces et ce de bonne foi, pour faciliter la tâche aux chercheurs d'emploi qui veulent travailler pour [la compagnie] ». L'aide d'autorités corrompues pouvant également s'avérer utile, Shirten s'attache la collaboration de ripoux. Quand une plainte est déposée à son encontre auprès du procureur de la République et que la PJ de Douala lance une enquête, celle-ci « reste sans suite, solidarité de corps oblige ». Plusieurs associés de Shirten seront quand même arrêtés, mais celui-ci, aux dernières nouvelles, était toujours en fuite.

Un dernier exemple servira à illustrer l'usage, par les feymen, du rêve de l'ailleurs que caresse la jeunesse camerounaise. Au cours des deux dernières années, Douala et Yaoundé se sont dotées de nombreux cybercafés. On y trouve à tout moment des jeunes femmes, les yeux rivés sur les écrans d'ordinateurs qu'elles louent à la demi-heure. Beaucoup s'intéressent en particulier aux services de courriel gratuits proposés par les portails Yahoo et Hotmail. Elles s'y rendent pour correspondre avec des hommes. Ces derniers vivent tous ailleurs – en Europe, au Canada, aux Etats-Unis. Le but de ces femmes ? Trouver au loin un époux ou un petit ami, et quitter le pays[28]. Conscients de l'existence d'un nombre de plus en plus grand de jeunes femmes en quête d'une liaison à l'étranger, de nombreux escrocs – hommes et femmes – ont mis sur pied des entreprises qui se présentent comme des réseaux de rencontres : agences matrimoniales, dont *Le Messager* estimait à une dizaine le nombre en 1998 dans la seule ville de Douala et dont une majorité serait des entreprises bidons – clubs dont on devient membre (payant s'entend) pour avoir accès à des listes de correspondants étrangers, structures promettant aux candidates au voyage des emplois dans les pays industrialisés.

D'après plusieurs personnes proches du milieu, cette dernière activité en particulier est un créneau porteur pour les feymen. Dans les années 1990, avant l'apparition dans le pays de l'Internet comme après, plusieurs « grands » de la feymania auraient fait fortune en embobinant des jeunes filles qu'ils ont vendues par la suite à des maisons closes en Europe. Deux pays seraient notamment impliqués : la Suisse et les Pays-Bas. Là encore, les complicités avec les milieux de la police seraient monnaie courante et, les « voyageuses » ayant besoin de visas, au sein de consulats variés. Pour qui connaît Douala, la chose n'étonnera guère. Il était de notoriété publique en 1994-1995 que les visas pour la métropole pouvaient se monnayer, et ce auprès d'un fonctionnaire du consulat de France dont tous ceux qui en avaient les moyens connaissaient le nom.

Si, dans les années 1980, le but à atteindre pour les jeunes femmes qui quittaient le pays était l'Europe, celle-ci, aujourd'hui, n'est souvent plus perçue que comme une étape. L'eldorado, c'est l'Amérique du Nord. Cet état de fait complique encore la tâche pour ceux, militants et ONG, qui luttent contre l'exploitation sexuelle des femmes du tiers-monde. En effet, bien des femmes acceptent de partir pour la France (ou la Suisse ou les Pays-Bas) en sachant pertinemment que les chemins qu'elles doivent emprunter risquent de s'avérer dangereux. Elles savent (ou supposent) qu'elles ne pourront pas rester sur place, mais se lancent quand même dans l'aventure, leur but se situant ailleurs, aux Etats-Unis, avec peut-être une étape supplémentaire, le Canada. Pour celles qui ont déjà des enfants, la tentation de partir est d'autant plus grande. Une fois installées aux Etats-Unis, elles feront, espèrent-elles, venir leurs enfants, qui pourront ainsi accéder à la réussite, scolaire comme économique[29].

On le voit, le désir d'ailleurs qui caractérise la jeunesse camerounaise est un des principaux moteurs de la feymania. Agés en moyenne de vingt à trente-cinq ans, les feymen eux-mêmes sont des jeunes qui rêvent de l'étranger. Ceux qui, parmi eux, réussissent avec le plus de panache sont ceux qui savent le mieux vendre l'idée de l'ailleurs, en faire une commodité, un concept tangible que le pigeon est convaincu d'acheter. Selon l'identité du *mougou* que l'on cible, l'idée de l'ailleurs véhiculée change. Pour embobiner un Mobutu, un ministre espagnol ou un membre des services secrets

[28] Voir Gervais Nitcheu, « Cameroun : l'Internet prend son vol », 1999, sur le site d'Africultures.

[29] Entretien avec Yvette Monga.

israéliens, on évoquera un ailleurs africain : on se dira notable, voire roi (on l'a vu), né sur le continent, mais en voyage. Cette identité permettra de faire référence à des pouvoirs spirituels dont on serait doté. Au pays, le feyman invoque une autre magie encore : celle du rêve américain. En témoignent les choix vestimentaires des feymen. Si, à l'étranger, la garde-robe de Donatien consistait principalement en vêtements censés paraître « traditionnels », au pays, le look feyman est tout autre. Deux approches le caractérisent, toutes deux empruntées au registre de la pop-culture américaine et à un aspect de celle-ci en particulier, le hip-hop.

Au Cameroun, dans la seconde moitié des années 1990, dans les boîtes de nuit, les hôtels huppés et la classe Espace d'Air France, on voyait des jeunes gens vêtus de pied en cap de produits de sport Nike, *trademark* du hip-hop américain. A Douala, on disait d'un homme ainsi sapé (presque invariablement un feyman) qu'il était « niké ». A sa garde-robe Nike, un feyman ajoutait deux accessoires clés : plusieurs chaînes en or et un 4 x 4. Dans les deux cas, le modèle choisi était celui du hip-hop : dans les *late eighties* et *early nineties* aux Etats-Unis, le 4 x 4 était le véhicule par excellence des rappers ; quant aux chaînes en or – non pas une, mais trois, quatre ou cinq –, elles étaient un *sine qua non* de leur look, le « New Jack » ou « gangsta rap » style. L'adoption du style « New Jack » par les feymen correspond à l'arrivée, sur les écrans de télévision camerounais, de la chaîne musicale MCM, pourvoyeuse de clips dont un nombre important de *rap videos*, créations de groupes tels 2 Live Crew, Public Enemy et Snoop Doggy Dogg, rendus célèbres à travers le monde par la mégachaîne américaine MTV, et de rappers francophones. MCM fait son apparition en 1990, mais n'est alors accessible qu'à la bourgeoisie nantie dont les maisons sont équipées d'antennes paraboliques. Il faut attendre 1994 pour que le Camerounais moyen y ait accès. Des lors, les boîtes et les bars qui le peuvent l'intègrent dans leurs promotions. Dans les soirées, on fait souvent une pause pour visionner une nouvelle vidéo ; des copies piratées de clips à la mode apparaissent sur le marché noir. A cela s'ajoutent des films américains qui véhiculent eux aussi l'image du rapper – le *raptor* ou *rap-actor* (*Les Pilleurs*, de Walter Hill, qui met en scène deux raptors-emblêmes, Ice T et Ice Cube, *Menace II Society*, *Slam*).

Si, dans les vidéos, le « New Jack style » semble de rigueur, on rencontre souvent dans les films un second look, celui du « ghetto glamour ». Ici, ce n'est pas du Nike que l'on porte, mais de l'Armani, du Gucci, du Fendi. L'origine de ce style remonte aux années 1970. Au départ, il s'agit d'appropriations, souvent originales – un élément emprunté ici et là au registre de la *high fashion*, puis transformé, tels ces lunettes de la marque Cazals, portées sans verres, juste pour le look, par les premiers rappers, ces faux costumes Gucci, ostentatoirement subversifs, qu'arborent Eric B. & Rakim sur la couverture de leur album *Follow the Leader* (1988), ou ces logos, imitations créées à la fin des années 1980 par des couturiers de Harlem à la demande de rappers qui les appliquent à leurs costumes de scène ou aux sièges et enjoliveurs de leurs 4 x 4. Dans les années 1990, l'aspect subversif des emprunts cède la place à une fascination pour l'objet lui-même : ceux qui le peuvent, tel le rapper Puff Daddy, s'habillent pour de bon en Gucci, en Fendi, en Versace ou – comme la jeune et très élégante Foxy Brown – en Dolce & Gabbana. Les 4 x 4 sont remplacés par les *sedans* de luxe – Mercedes, BMW, Lexus[30]. De nombreux feymen optent pour ce style. En 1998-1999, cette approche hyperostentatoire semble prendre le dessus, ainsi qu'en témoigne une description du « look d'enfer » des feymen dans *Le Messager* en novembre 1998 :

[30] Voir Nelson George, *Hip-Hop America*, New York, Viking, 1998, et Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Le Siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au XXe siècle*, Paris, Larousse, 1999.

> « Crâne entièrement tondu [typique du ghetto glamour], arcade sourcilière à demi couverte par une paire de lunettes noires Armani [ ] Veste noire Hugo Boss [ ] Stylo Mont-Blanc [ ] Avec à la clef une Mercedes 500 nouvelle série ».

Accessoire essentiel, aussi, le téléphone cellulaire. Celui-ci était très à la monde parmi les feymen avant l'arrivée, dans le courant de l'été 2000, du réseau Mobilis de France Telecom, qui mit un portable dans la main de plus d'un citadin qui, auparavant, n'aurait jamais pu s'en offrir un. Dans les dessins et les spectacles d'humoristes (El Pacho, caricaturiste du *Messager*, Tchop-Tchop, homme-orchestre auteur d'une cassette audio largement diffusée sur le thème de la feymania), les feymen sont représentés comme l'incarnation même du ghetto glamour : costumes de grands couturiers, lunettes noires et bijoux 24 carats, cigare et cellulaire, Mercedes et poignées de dollars, superbe(s) nana(s)

Pour les feymen, les looks Nike et Armani sont d'excellents appâts. Preuves de leur réussite, ils permettent d'embobiner les pigeons. Il en va de même de leurs maisons, structures massives à nulle autre pareilles, qu'ils construisent à Douala et Yaoundé dans des quartiers chic excentrés surnommés « Denver » et « Santa Barbara », noms empruntés aux *soap operas* phares du Hollywood des années 1980, retransmis à la télévision camerounaise et suivis par tous dans les années 1990. Dans le style *all-American* qu'ils adoptent au pays, Donatien et ses « petits » (expression aujourd'hui consacrée) trouvent un remarquable outil de marketing, particulièrement adapté à la clientèle ciblée. C'est là un aspect de leur démarche auquel on s'est trop peu intéressé, l'analyse se bornant en général à voir dans leur engouement pour l'ostentatoire une forme assez primaire de *conspicuous consumption*.

Or, il y a plus. Dans l'idée de réussite fulgurante inhérente à la feymania comme au hip-hop, dans l'idéal de succès financier et de célébrité acquis là où, précédemment, il n'y avait rien, s'exprime un désir de revanche sur le sort.

DES ORIGINES DE LA FEYMANIA

Hip-hop et feymania ont en commun une origine plus que modeste. Tous deux sont des phénomènes nés des couches les plus désavantagées de la société : pour les Etats-Unis, les ghettos des grandes villes de la côte Est ; pour le Cameroun, New Bell, quartier désespérément pauvre de Douala. De ces racines à certains égards semblables naissent deux cultures, foncièrement différentes mais se caractérisant toutes deux, pour ceux qui les partagent, par une volonté de transcender le statut économique, de réussir coûte que coûte.

Feymania, exode rural et urbanisme

Tous les feymen, dit-on à « radio-trottoir », sortent de New Bell. Il s'agit sans doute d'une exagération, mais d'une exagération significative. S'il est de nombreux quartiers, tant à Douala qu'à Yaoundé, où les habitants vivent bien en dessous du seuil de pauvreté, celui que l'on présente le plus souvent comme l'emblème de la faillite urbaine est New Bell. Le nom du quartier rappelle le lignage des Bell, dont sont issus plusieurs grands personnages de l'histoire du peuple duala, fondateurs au XVIIIème siècle des nombreux villages et sites commerciaux ayant donné naissance à la ville de Douala. Il fut créé en 1912 par les colons allemands. Déterminés à s'approprier les terrains côtiers des Bell, mais peu enclins à partager avec eux l'espace qu'ils entendaient s'arroger, les représentants du Kaiser établirent au nord-est, dans une zone enclavée, ce que l'on nomme aujourd'hui un « déguerpissement ». Les habitants du quartier Bell y furent installés de force[31]. De ces débuts difficiles découla un climat social tendu. Parmi les habitants du quartier d'origine, il y avait non seulement des Bell, ou plus largement des Duala, mais aussi des migrants ruraux, originaires de l'ouest du pays, membres de ce qu'il est convenu d'appeler depuis l'époque coloniale l'« ethnie bamiléké ». Au cours des décennies suivantes vinrent s'y adjoindre de nombreux autres migrants bamiléké, leur terroir – les hauts plateaux de l'Ouest, l'une des zones rurales les plus peuplées d'Afrique – constituant une importante source d'émigration vers les villes du Sud.

Aujourd'hui, la population de New Bell, comme celle de Douala en général, est majoritairement bamiléké[32]. Cette situation, que vient compliquer, en période de crise, la vente, par des particuliers duala, de nombreux terrains à des acheteurs bamiléké, donne lieu à de sérieuses controverses, au sein tant du quartier que de la ville et de la nation tout entière. De toutes parts fusent accusations et contre-accusations, beaucoup liées à un discours ethniciste inflammatoire, amorcé, puis attisé, par les pouvoirs coloniaux, grands adeptes du *divide and conquer*, et repris à leur propre compte par les autorités postcoloniales. Au cœur de ce discours se trouve « la question bamiléké » : les gens de l'Ouest ont-ils trop ou trop peu de pouvoir ? Contrôlent-ils l'économie du pays, et ce au moyen de pratiques peu légales et aux dépens d'autres ethnies dont ils empêcheraient les membres de réussir ? Ou sont-ils au contraire marginalisés, leurs talents, leurs avoirs et leur « dynamisme » légendaire étant exploités par un pouvoir qui profite de leur réussite économique mais refuse de leur donner voix au chapitre dans la construction politique du pays[33] ? Noyau de l'émigration bamiléké, New Bell se trouve au centre d'une vaste polémique portant sur la question bamiléké. En 1960, déjà, des éditoriaux paraissaient dans les journaux de la place, appelant à évincer du quartier les « allogènes » et à rendre

---

[31] Voir Guy Mainet, *Douala : croissance et servitudes*, Paris, L'Harmattan, 1985, et Gilles Séraphin, *Vivre à Douala. L'imaginaire et l'action dans une ville africaine en crise*, Paris, L'Harmattan, 1999.

[32] Philippe Bissek, *Habitat et démocratie au Cameroun*, Paris, Karthala, 1994 ; Jean-Louis Dongmo, *Le Dynamisme bamiléké*, Yaoundé, 1981, vol. 2 ; Maurice Lacan, « La population de Douala », thèse de doctorat, université de Toulouse, 1974 ; Guy Mainet, *New Bell, environnement et cadre de vie*, et *New Bell, prototype des « quartiers des étrangers » à Douala,* Yaoundé, université de Yaoundé, 1979 ; Jean-Pierre Warnier, *L'Esprit d'entreprise au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993.

[33] GIC, *Le Cameroun éclaté,* Yaoundé, 1992 ; COSIBA, *La Question bamiléké : parlons-en ?,* Yaoundé, 1990.

leurs terrains aux « autochtones ». D'autres appels suivirent, qui suscitèrent à plus d'une occasion de terribles flambées de violence[34]. Celles-ci entraînèrent à leur tour une aliénation, de plus en plus marquée, de la jeunesse urbaine bamiléké.

Attardons-nous un instant sur la question de l'aliénation, essentielle à notre propos car elle entre pour beaucoup dans l'émergence de la feymania. Si l'on ne peut en aucun cas la définir comme un phénomène bamiléké – il s'agit bien plutôt, on le verra, d'une manifestation pluri- ou transethnique –, la feymania, à ses débuts surtout, compte bon nombre d'adeptes originaires des hauts plateaux. Donatien en est un, plusieurs des autres feymen cités plus haut (Kamga, Kamwa, Momo, Tchuidjeu) aussi. L'importance du contingent bamiléké vaut la peine qu'on en prenne note, non pas (n'en déplaise aux partisans de l'ethnopolitique) parce qu'elle révèle la prédilection des Bamiléké pour le crime économique, mais parce qu'elle souligne le rôle fondamental que joue la désintégration simultanée des tissus économique, urbain et social dans le Cameroun des années 1980 et 1990, désintégration qui frappa de plein fouet les plus démunis, parmi lesquels une majorité de jeunes Bamiléké.

Pour comprendre le sentiment d'aliénation si répandu parmi les jeunes Bamiléké de New Bell, il convient de cerner les origines de leur implantation à Douala. Certes, il existe à New Bell une émigration bamiléké vieille de plusieurs générations, mais rester « en ville » n'a jamais été l'intention de ceux qui quittaient les hauts plateaux. Une des particularités de la diaspora bamiléké est la nostalgie du retour au pays. On part pour la ville parce qu'il le faut, mais l'objectif est presque invariablement de rentrer chez soi[35]. Les années passées au loin sont perçues comme une période d'exil nécessaire au cours de laquelle on tentera d'épargner suffisamment afin de pouvoir, un jour, regagner sa communauté d'origine. Pour les hommes, en particulier, ce parcours d'exil et de retour est fondamental. Il constitue, pour la majorité d'entre eux, le seul moyen d'acquérir les deux éléments qui, aux yeux de la société bamiléké, font d'un homme un adulte à part entière : une concession (une maison, des dépendances et sites rituels) et un titre de notabilité.

Dans les communautés bamiléké, architecture et identité sociale sont intimement liées. Partout prévaut une règle capitale : tu es ce que tu construis. Jean-Marie Kamegne, un parent du chef Ngnié Kamga, exprime cela ainsi : « Il ne suffit pas d'être quelqu'un. Il faut prouver que tu es en mesure d'être qui tu es : il faut construire ».

Cette approche de l'identité est le fait d'une structure sociale éminemment hiérarchisée, caractéristique du pays bamiléké dans son ensemble et datant sans doute de la seconde moitié du XIXe siècle, période de boom économique qui donna naissance, sur les hauts plateaux, à des sociétés centrées sur un petit noyau de notables groupés autour d'un homme tout-puissant, le chef, ou *fo*. L'organisation de ces sociétés repose sur un système de titres et de privilèges décernés par le *fo* et que seuls les hommes peuvent briguer. Ces titres sont reçus en héritage – transmis de père en fils – ou acquis, au prix de rites de passage onéreux et par le biais d'une participation active à un réseau de fratries nommées *mkem*. Pour accéder à ce réseau et progresser en son sein, un homme doit construire. A chaque titre, à chaque échelon de la hiérarchie des *mkem* correspond une construction : un genre de bâtiment, un élément, une forme d'ornementation

---

[34] Voir Mark Delancey et H. Mbella Mokeba, *Historical Dictionary of Cameroun*, Metuchen et Londres, Scarecrow Press, 1990, ainsi que *Ouest échos* (Cameroun) du 7 août 1995.

[35] Jacques Champaud, *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, Paris, ORSTOM, 1983 ; Jean-Pierre Warnier, *L'Esprit d'entreprise au Cameroun, op. cit.*

architecturale que l'homme qui cherche à « se construire » doit incorporer dans sa concession. Dans la majorité des cas, la quête du statut social commence par l'édification d'un petit édifice, une simple structure carrée faite de palmes de raphia, de briques ou de ciment, que l'on appellera *pa'a msüm* (« la maison de la fierté »). Pour ceux, très rares, qui atteignent le sommet de la hiérarchie, elle trouve son point culminant dans une vaste concession calquée sur celle du chef[36].

Bien que très peu d'entre eux parviennent à amasser les fonds nécessaires à la construction d'une concession, même modeste, la très grande majorité des hommes a pour but premier de bâtir au pays :

> « Les migrants qui ont réussi à accumuler quelque bien désirent toujours acquérir des titres fonciers et des titres de notabilité, bâtir au village au terme de leur itinéraire migratoire ».

Or, assouvir ce désir devient de plus en plus difficile. Le pays bamiléké est secoué par une crise foncière sans précédent. Chez les Bamiléké, lorsqu'un homme meurt, il ne transmet ses avoirs – concession, terrain, femmes, titre(s) s'il en a – qu'à l'un de ses enfants. Un seul fils hérite de tout ; les autres – les cadets – doivent partir de rien. Dans le passé, ces derniers pouvaient se tourner vers le chef. Après une série de rites de passage, le cadet demandait au *fo* de lui octroyer un terrain. Chaque lot offert par le chef était censé présenter trois types de sols : en contrebas, une bande de terrain alluvial où le propriétaire pouvait planter des palmiers à raphia, matériau essentiel à la construction ; au-dessus, une bande de terre en pente douce réservée, parce que particulièrement fertile, aux activités agricoles ; en hauteur, un espace où pouvait paître le petit bétail, source importante de revenus pour les hommes souhaitant acquérir des titres de notabilité. Cette pratique, cependant, est tombée en désuétude :

> « Avec l'augmentation de la population, il n'a plus été possible de continuer à respecter la coutume [ ] et l'on a vu progressivement apparaître des concessions où il manquait soit la raphiale, soit le pâturage »[37].

De plus en plus de cadets se virent installer en hauteur, sur des terres peu fertiles sujettes à l'érosion. Privés de raphiales, ils ne pouvaient construire qu'en achetant les matériaux requis, chose coûteuse et des plus difficiles étant donné le manque de terres fertiles. Les chefs ne pouvant plus promettre à chacun un lot comprenant des champs en bonne et due forme, bien des familles se virent incapables d'épargner. Les lopins qui leur étaient donnés leur permettaient tout juste de se nourrir. Il était hors de question de vendre ou d'échanger surplus agricoles ou petit bétail pour acquérir titres et matériaux de construction. Dans les premières décennies du siècle, les terres manquaient déjà ; dans les années 1950, la situation était catastrophique. Engagé, on l'a vu, dès 1910-1912, l'exode rural était devenu une caractéristique de la région. Par dizaines de milliers, chaque année, les Bamiléké quittaient leur terroir pour la ville, à la recherche des fonds qui rendraient un jour possible leur retour au pays. Cet exil forcé, et la conclusion, à laquelle arrivaient de plus en plus souvent les pauvres, qu'il n'y aurait jamais de place pour eux

---

[36] Dominique Malaquais, « You are what you build : architecture as identity in the Bamileke Highlands of West Cameroon », *Traditional Dwellings and Settlements Review*, V (2), 1994.

[37] Jean-Louis Dongmo, *Le Dynamisme bamiléké*, *op. cit.,* vol. 1.

dans leurs communautés d'origine, fut pour beaucoup dans l'extraordinaire rébellion qui secoua le pays bamiléké quelques années avant l'accession du Cameroun à l'indépendance[38].

Cette rébellion avait pour but, en partie du moins, de donner naissance à une société où l'écart entre riches et pauvres, notables et cadets, ne serait plus l'abîme qu'il était devenu. Elle fut noyée dans le sang. La situation des pauvres ne fit qu'empirer. Certes, au terme de la rébellion, la vieille notabilité terrienne, naguère pilier des chefs et de la hiérarchie qu'ils représentaient, avait été écartée du pouvoir. Elle fut remplacée par une nouvelle bourgeoisie, constituée de cadets qui avaient réussi en ville, certains avec brio. Formés dans les écoles européennes, plus à l'aise en milieu urbain que leurs homologues restés au pays et mieux au fait des complexités de l'existence dans un monde inféodé aux structures économiques de la métropole, ces nouveaux riches étaient bien plus utiles aux chefs que leurs anciens alliés. Auparavant regardés de haut parce que cadets, ils se virent élever au rang de notables et furent admis au sein des fratries les plus prestigieuses. Là, avec le temps, ils prirent la place des « vieux », écrit Jean-Pierre Warnier. Le système hiérarchique qui avait été au cœur de la rébellion subsista. Le pouvoir économique et politique resta entre les mains d'une petite minorité à la tête de laquelle se trouvait, comme auparavant, le *fo*. L'identité des acteurs principaux avait changé, mais la structure de l'ordre social n'avait subi aucune altération fondamentale. L'exode des cadets continua. De 1976 à 2000, Douala a connu une immigration massive. Sa population est passée de 450 000 habitants à 2 500 000. Tous les immigrants, bien sûr, ne sont pas bamiléké, loin s'en faut. Mais une proportion importante l'est et, parmi celle-ci, se trouvent majoritairement des cadets, de plus en plus conscients qu'il n'y a de place réelle pour eux ni au pays ni en ville.

La crise économique qui, de 1985 à 1997, prit à la gorge le Cameroun tout entier a encore compliqué la donne. Comme la plupart des pays de la zone franc, le Cameroun avait connu une situation économique relativement saine au cours des deux décennies suivant l'indépendance. La croissance y était soutenue, la monnaie stable et les taux d'inflation comparables à ceux des pays industrialisés. Dans les années 1980, le vent a tourné. La chute brutale des prix des principaux produits d'exportation – café, cacao, coton, pétrole – a entraîné une détérioration des termes de l'échange de près de 45 %. Les importations sont devenues plus chères, les exportations plus difficiles encore du fait d'une appréciation du franc français, et donc du CFA, par rapport aux monnaies des pays partenaires de la zone franc.

D'où une série d'effets en cascade. Alors que baissaient les taux d'importation et d'exportation, la base d'imposition se réduisait, les droits de douane perçus s'amenuisaient, les recettes budgétaires se contractaient. Il en résulta une diminution des ressources allouées aux secteurs de la santé et de l'éducation ainsi qu'à la construction d'infrastructures, ce qui accéléra encore la détérioration de l'économie. Ici comme ailleurs, on tenta de rétablir la situation à coups d'emprunts, d'où la création d'une dette stratosphérique. D'autres mesures prises pour faire face à la crise – gel du budget d'investissement, suppression d'entreprises publiques, baisse des salaires, augmentation

---

[38] Richard Joseph, *Radical Nationalism in Cameroon*, Oxford, Oxford University Press, 1977 ; M. O. Laurent, « Pouvoir et société dans le pays bamiléké », thèse de doctorat, université Paris-V, 1981 , Dominique Malaquais, *Architecture, pouvoir et dissidence au Cameroun,* Paris, Karthala, 2001 ; Achille Mbembe, « Postface », *in* R. Joseph, *Le Mouvement nationaliste au Cameroun,* Paris, Karthala, 1986.

de la fiscalité douanière – n'offrirent que peu ou pas de répit. C'est alors qu'intervint une décision dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui : la dévaluation du franc CFA par la Banque de France, en janvier 1994.

Depuis 1948, 1 FF était égal à 50 F CFA. Après dévaluation, 1 FF correspondait à 100 F CFA. La dévaluation avait pour but de relancer les exportations en rendant les produits de la zone franc moins chers à l'achat pour les pays industrialisés. Si elle était, à terme, inévitable, la dévaluation ne fut pas pour autant une panacée. En Afrique de l'Ouest, et en particulier dans certains pays tels que le Mali, où de réels efforts furent faits pour mener de front politiques cohérentes et ajustement structurel interne, elle contribua à l'élaboration d'économies sinon performantes, du moins fonctionnelles. En Afrique centrale, les effets de la dévaluation furent en revanche catastrophiques[39]. A New Bell, on parle avec amertume de la seconde moitié des années 1990. Tout, à Douala, est devenu hors de prix. Le coût de quelques denrées de base (le pain par exemple) a été, après de vives manifestations, maîtrisé par les pouvoirs publics, mais la très grande majorité des biens et des services échappent à tout contrôle. Envoyer ses enfants à l'école, les faire vacciner, acheter des médicaments, choses considérées normales jusqu'alors, relèvent soudain de la gageure. Tout se vend deux fois plus cher (ou pire) qu'avant, et ce alors même que salaires et services sont amputés, que des milliers de personnes jadis employées par l'Etat se retrouvent à la rue, que les salaires de ceux qui parviennent à se maintenir dans la fonction publique ne sont pas versés et que le chômage fait rage. L'aliénation, comme la colère, grandit.

A cela s'ajoute la douleur de constater que le mouvement pour la démocratie est agonisant, sinon tout bonnement mort. A New Bell comme dans le pays bamiléké, on y avait cru. On s'était rangé en masse derrière le charismatique John Fru Ndi, leader du Social Democratic Front, en qui l'on avait cru entendre une voix du peuple radicalement différente de celle de Paul Biya, représentant, pour beaucoup, de la Françafrique et de la kleptocracie institutionnalisée. Dès 1994-1995, il est évident que l'opposition a succombé à la « politique du ventre ». Si certains opposants sont restés fermement dans le camp anti-Biya, beaucoup trop ont accepté de collaborer à la marche d'un gouvernement qui, selon les rapports d'Amnesty International de 1992 à 1997, le National Democratic Institute for International Affairs (1993) et le US Department of State, se maintient au pouvoir à coups d'élections truquées[40]. Certains ont été achetés, d'autres se sont rangés, conscients que ne passeront au râtelier que ceux qui acceptent de se plier aux *desiderata* du parti au pouvoir. Pour les jeunes de la ville, cette situation a un goût bien amer. Beaucoup s'étaient investis dans le mouvement de grève générale dit « villes mortes » qui, en 1991, avait paralysé le pays et qui visait à contraindre le gouvernement à instituer le multipartisme. Convaincus que, sous un régime Fru Ndi, ils auraient enfin voix au chapitre, ils s'étaient lancés dans la bataille – bataille souvent dangereuse, comme en témoignent les photos, publiées dans *La Truffe* du 31 octobre 1991, de jeunes gens gisant dans des flaques de

[39] Voir *Le Monde* du 10 mars 1998.

[40] National Democratic Institute for International Affairs, *Cameroon Presidential Elections, October 11, 1992*, 1993, et US Department of State, *Cameroon Country Report on Human Rights Practices,* 1994, 1997, 1999. Voir aussi *The Mail and Guardian* (Afrique du Sud) du 7 novembre 1997, et Xavier de Villepin, Guy Penne et Paulette Brisepierre, « L'Afrique centrale : un nouveau départ ? », rapport d'information n° 376, Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, 1998.

sang après que l'armée eut réprimé par les armes une manifestation d'opposants à Yaoundé.

Pour les jeunes originaires de l'Ouest, l'amertume est plus cuisante encore. L'Ouest et le Nord-Ouest sont les fiefs de Fru Ndi. S'il trouve ailleurs de nombreux supporters, c'est dans ces deux provinces que réside la base de son pouvoir. D'où une situation souvent difficile pour les Bamiléké des villes : plus encore que d'autres, pendant la période « villes mortes », ils se sont heurtés aux forces de l'ordre. Rafles, arrestations, incarcérations et bastonnades ont été pour beaucoup d'entre eux chose courante. Voir sombrer dans l'abîme un mouvement qui allait, espéraient-ils, ouvrir les portes du pouvoir à leur ethnie est très douloureusement ressenti. De nombreux observateurs le font remarquer : dans la seconde moitié des années 1990, il règne dans les quartiers pauvres de Douala une ambiance très particulière de démoralisation, de désenchantement, d'écœurement.

C'est dans ce contexte – social, politique, économique – que naît la feymania.

Dévaluation, multiplication et marché noir

La dévaluation du franc CFA et le sentiment de désespoir face à une situation politique qui semble sans issue ouvrent la porte à la feymania. L'argent fait cruellement défaut ; pour s'en procurer, on est prêt à tout. Les nombreux méfaits de la classe politique, dont il est abondamment question dans la toute nouvelle presse privée, l'attestent : en haut lieu, on a recours, pour thésauriser, à des méthodes peu louables. Pourquoi ne pas en faire autant, se dit-on ailleurs ? Cette vision des choses a une double incidence : prêt, pour s'enrichir, à s'aventurer dans le domaine de l'illégal, ou du moins du flou, le citoyen moyen succombe, comme sans doute il ne l'aurait pas fait naguère, aux blandices d'arnaqueurs qui lui promettent ce que la société lui refuse : l'accès au « fric facile », à cet argent gagné on ne sait trop comment et que les dirigeants semblent savoir si bien amasser ; et, bien qu'il sache pertinemment qu'à se frotter au feyman on risque beaucoup, l'homme de la rue en vient à voir en lui une manière de héros, un personnage incarnant la revanche sur le sort.

De l'extérieur, on se demande comment la chose est possible, comment des femmes et des hommes intelligents peuvent se laisser berner par des arnaqueurs qui prétendent multiplier les billets. La réponse que donnent, non sans une pointe de supériorité, ceux qui ne se sont pas fait « fey », est sans doute juste : on se laisse prendre par vénalité. L'explication laisse cependant à désirer. Afin de comprendre pourquoi l'arnaque réussit, il est utile de distinguer entre deux types de cibles : le *mougou* moyen et le gros pigeon. Tout conscient qu'il est des problèmes que représente la thésaurisation, le premier, comme la grande majorité des êtres humains, ne comprend que de manière diffuse comment fonctionne le système de l'argent. Banques centrales, parité et disparité entre monnaies, inflation, dévaluation ne sont pour lui que des concepts relevant de la plus haute abstraction. Le gros pigeon, lui, n'a pas nécessairement un entendement meilleur de ces notions, mais, face au feyman, il se pose d'autres questions que le *mougou* moyen.

Pour ce dernier, une chose est claire : en février 1994, avec 10 000 francs CFA, on achète deux fois moins de ciment, de riz, de vis que deux mois plus tôt. Pour plus d'un chercheur en mission au Cameroun – à commencer par l'auteur –, la dévaluation fut remarquablement déroutante. On imagine ce qu'il en fut pour tous ceux qui, soudain,

devaient construire une maison, nourrir une famille ou faire fonctionner un commerce avec, pour toute arme, un pouvoir d'achat tronqué de moitié. Si les uns comme les autres comprennent le pourquoi de la dévaluation – chacun a entendu, qui à la radio, qui à la télévision, les explications des politiques et des économistes –, le fait est que, pour qui paie 100 francs CFA les oranges qu'il avait hier pour 50, la chose est tout simplement aberrante. Les décisions prises à la Banque de France tiennent de l'alchimie. La réussite, elle – apanage et appât du feyman –, relève du miracle. En l'occurrence, pourquoi ne pas croire à l'incroyable ?

Pour les Mobutu, Sassou et autre Eyadéma, la situation était sans doute quelque peu différente. Depuis plusieurs décennies, le premier, au sens le plus propre du terme, « faisait de l'argent ». Tant de milliards de zaïres avaient été imprimés à sa demande que l'inflation avait atteint des proportions rocambolesques. Dans les derniers mois de son règne, sur le marché noir des rues de Kinshasa, on recevait, en échange d'un billet de vingt dollars, une liasse de coupures à l'effigie du dictateur. Pour les cambistes, l'unité de base était non plus le billet de mille ou de dix mille, mais la « brique » de zaïres, une quantité telle de billets que, pour les transporter, il fallait en faire d'épais paquets. Mobutu avait été conforté dans ses prises de position financières par un Occident déterminé à le maintenir coûte que coûte au pouvoir. Si, au départ, il avait eu quelques notions d'économie – et la chose est loin d'être certaine –, celles-ci s'étaient évanouies avec les ans. Cela étant, quoi d'étonnant à ce qu'il ait cru Donatien ? Celui-ci ne proposait-il pas de faire ce que Mobutu lui-même faisait depuis des années : fabriquer de l'argent ?

Certes, il est possible que le dictateur zaïrois ait vu en Donatien autre chose qu'un faiseur de miracles. Koagne avait, dans certains milieux, une solide réputation de faux-monnayeur. En 1989 déjà, il avait été arrêté à l'aéroport de Douala par un douanier qui avait trouvé dans ses bagages des produits servant à fabriquer de faux billets[41]. Si le Trésor américain s'intéressa par la suite de si près au clan Koagne, c'est en partie parce qu'il pensait que Donatien avait en sa possession des matrices permettant la reproduction de dollars de contrefaçon[42]. Mobutu, dit-on, était naïf. De Eyadéma et de Compaoré, on n'en dit pas autant. Grands spécialistes des trafics en tout genre, tous deux auraient sans doute vu en Koagne-le-faussaire un *business partner* intéressant. Il en va de même pour cet homme d'affaires égyptien dont on dit qu'il fut délesté de plusieurs millions de dollars par un Camerounais nommé Jean-Pierre Sa'ah, dont on parlera plus loin[43]. Il se peut qu'il ait cru à l'idée d'une multiplication de billets, mais il est possible aussi qu'il ait pensé avoir en face de lui un très efficace faux-monnayeur.

Fausse monnaie ou monnaie miraculeuse, on ne saura sans doute jamais au juste ce que les amis dictateurs de Donatien attendaient de lui. Une chose, toutefois, est certaine : pour tous, la coupure de référence était le dollar. Si cette préférence pour le billet vert paraît naturelle, étant donné l'hégémonie économique des Américains, elle renvoie aussi à une nouvelle donne : la France, longtemps le bailleur de fonds par excellence de l'Afrique francophone, est, dans les années 1990, sérieusement rivalisée par les Etats-Unis dans ce qui fut longtemps son pré carré. « Sur le front des nouveaux marchés [ ] au cœur

[41] *Libération* des 14 et 15 novembre 1998.

[42] *Capital*, mai 1999.

[43] *Le Messager* du 4 mars 1996.

[de l'Afrique], lit-on début 1998 dans *La Lettre du continent*, Paris et Washington se livrent une guerre d'influence amicale et feutrée sur l'axe de Fachoda ».

A l'occasion, la joute se fera moins amicale. Dans les années 1990, Frances Cook, ambassadrice des Etats-Unis à Yaoundé, sera sommée de quitter le Cameroun. Motif : ses sympathies affichées pour le parti d'opposition de l'anglophone John Fru Ndi, que Paris rejette sans ambages. Au-delà du pré carré, aussi, Français et Américains s'affrontent : au Rwanda puis au Zaïre, où la France perd non seulement la face mais aussi le peu de capital moral auquel elle pouvait prétendre ; en Angola, dont le pétrole intéresse bigrement Paris ; en Afrique du Sud. Bill Clinton et Jacques Chirac entreprennent tous deux des tournées africaines, chacun s'aventurant sur le « terrain » de l'autre (Chirac au Kenya, Clinton au Sénégal…).

Suivent, en 1998, d'autres visites américaines : celles des ministres des Transports et des Finances, du ministre du Commerce, d'une délégation du ministère de la Défense et de tout un groupe d'hommes d'affaires, membres du Corporate Council on Africa. Inquiets, Bongo et les autres s'adressent aux grands cabinets de *consulting* pour redorer leur blason auprès des bailleurs de fonds américains ; côté français, ils s'offrent les services de conseillers en communication et, promesses de scoops ou pots-de-vin aidant, la bonne plume de journalistes peu scrupuleux. Elf, qui, en 1999, devient TotalFina-Elf, voit avec consternation Exxon/Mobil réussir là où elle était jusqu'à présent seule à gagner gros. Avec la mise en route du projet de pipeline Tchad-Cameroun, dont trois des quatre principaux bailleurs de fonds sont américains ou d'obédience américaine (Exxon, Chevron et la Banque mondiale), les inquiétudes du pétrolier français se révèlent fondées[44]. Certes, les Etats-Unis ont encore beaucoup à faire s'ils veulent réellement investir l'Afrique. Force est de constater, pourtant, que depuis 1998 ils y sont nettement plus présents qu'avant, et que cela exerce un effet certain sur les principaux hommes forts du continent. Dans ce contexte, quoi d'étonnant à ce que Donatien et ses semblables proposent de multiplier, avant tout, des dollars ?

Les doutes qui, dès les premiers mois de 1998, planent sur l'avenir du franc, et donc du franc CFA, face à l'euro jouent sans doute aussi un rôle dans la préférence qu'affichent les gros pigeons pour le dollar. En avril-mai 1998, plusieurs dirigeants africains dévoilent leur inquiétude à cet égard : les membres de l'Union européenne, veulent-ils savoir, vont-ils forcer la Banque de France à revoir le taux d'échange des monnaies africaines ? Les réponses très divergentes qu'ils reçoivent à leur question – oui, dit l'ancien Premier ministre Pierre Messmer ; non, affirme Dominique Strauss-Kahn – ne les rassurent guère[45]. Fille de la dévaluation, la feymania est au fait des inquiétudes que celle-ci peut susciter. Les dollars qu'offrent ses adeptes l'attestent.

Expression, également, de l'attention qu'ils prêtent au climat économique ambiant, l'intérêt dont font preuve les feymen pour le « gazon », la vente au noir de produits pharmaceutiques au Cameroun. Les débuts du gazon – le terme vient d'un espace public de Douala que les vendeurs au noir se sont approprié – datent de 1994, année de la dévaluation. Les deux phénomènes, gazon et dévaluation, vont de pair. L'un, source de médicaments moins chers (mais souvent avariés) est la conséquence de l'autre, les

---

[44] *La Lettre du continent* des 11 juin, 23 juillet et 24 septembre 1998 ; *Le Monde* des 24 et 26 juillet 1997 ; *Le Monde diplomatique*, janvier 2000 ; US Department of State, « La visite du ministre américain des Transports au Cameroun », communiqué de presse du 12 juillet 1998.

[45] *Le Monde* des 28 avril, 12 mai et 8 juillet 1998.

Doualais n'ayant plus, pour beaucoup, les moyens de s'acheter des produits pourtant indispensables (nivaquine pour les paludéens, médicaments, tel le Flagyle, contre les parasites intestinaux). Le flou dans lequel opèrent les acteurs du gazon donne lieu à de nombreuses pratiques frauduleuses. Non seulement on vend des produits périmés, qui ont été mal conservés ou « coupés », mais on cherche aussi à berner le client au moyen de contrefaçons ou, mieux encore, de médicaments n'existant tout simplement pas. Dans ces deux derniers domaines, les feymen font de juteuses affaires. En témoigne une arnaque dont fut victime un homme d'affaires doualais et que raconte, mi-figue, mi-raisin, son épouse, aujourd'hui veuve.

Propriétaire d'une boîte de nuit dans un quartier populaire, l'homme (nous l'appellerons M. Kamteu) se fit « feyre » par des escrocs prétendant vendre au rabais des vaccins contre une peste bovine qui, disaient-ils, ravageait le Nigeria. L'affaire consistait en ceci : acheter à vil prix un lot de vaccins (la contribution de M. Kamteu) et le revendre à prix fort à un groupe de Nigérians, dont le pays était soi-disant en rupture de stock. Les « clients » nigérians étaient des imposteurs, de mèche avec les malfrats, et les vaccins achetés de vulgaires fioles remplies d'eau. Mais, tout cela, M. Kamteu ne l'apprit que trop tard, et il y perdit gros.

L'arnaque avait réussi parce que M. Kamteu était séduit par l'appât d'un gain facile. Mais il y avait plus. En filigrane, on devine une autre motivation, habilement introduite par les escrocs : la perspective de tromper un trompeur. On le dit, à tort ou à raison, d'un bout à l'autre de l'Afrique : en matière d'arnaque, les Nigérians n'ont pas leurs pareils. En partie véhiculée par l'establishment américain – les criminologues, politologues et autres agents du FBI voient en la pègre nigériane « ce qu'il y a de plus tentaculaire au monde en matière d'entreprise criminelle »[46] –, cette perception du Nigeria est particulièrement vive au Cameroun. « Les Nigérians trompent mieux que quiconque », dit-on là-bas, mi-approbatif, mi-offusqué. Cette affirmation reflète bien l'ambiguïté des sentiments que beaucoup de Camerounais éprouvent à l'égard de leurs voisins. On voudrait être comme eux : habitants d'un vaste et riche pays, écoutés outre-Atlantique ; mais on voit aussi en eux des rivaux, sinon des ennemis. Dans les stades et sur les marchés, chacun ayant à un moment donné pratiqué le *dumping* chez l'autre, à Bakassi (péninsule que se disputent les deux pays) ou dans le commerce transfrontalier des voitures volées, du cannabis et des armes, Camerounais et Nigérians s'affrontent. Pourquoi pas dans le domaine de l'arnaque ? Arnaquer un groupe de Nigérians dont il savait pertinemment qu'eux non plus, comme on dit à Douala, n'étaient « pas tout à fait clairs », ne laissait sans doute pas d'allécher M. Kamteu, au-delà des gains qu'il espérait tirer de l'affaire. Les malfrats s'y étaient bien pris. Ils avaient su jouer non seulement sur le désir d'argent facile et l'intérêt pour l'ailleurs de leur *mougou*, mais aussi sur sa fibre nationaliste. Le cocktail était infaillible dans lequel, à l'appât du lucre, se mêlait ce qui, pour Eric de Rosny, est un élément fondamental de la feymania : l'affectivité, l'émotion.

[46] US House of Representatives, « Hearing before the subcommittee on Africa of the committee on international relations », *op. cit.*

Fric et frime : l'art de la revanche

L'habileté, voire la psychologie, des feymen est une caractéristique que tous, peu ou prou, reconnaissent. Quoi qu'on pense d'eux, on est épaté par l'originalité des arnaques qu'ils concoctent. On est certes réticent à leur égard. Quand se font « feyre » des gens comme M. Kamteu, dont les moyens sont limités, au quartier, on n'apprécie guère. Quand les « grands » sont « fey », il en va autrement. Un article dans la presse privée relatant les déboires d'un ministre aux prises avec un feyman intéresse toujours : l'homme de la rue est passablement agacé, l'argent soutiré étant souvent celui de l'Etat, qui aurait dû servir à payer les employés de tel ou tel ministère, l'argent des impôts ou de la douane ; mais il est amusé aussi. Il y voit une certaine justice. C'est ainsi, certainement, qu'étaient perçues à New Bell les activités de Donatien et de ses « petits ».

Pour un certain nombre de jeunes, à New Bell et au-delà, le feyman, dans la seconde moitié des années 1990, était sinon un héros, du moins un modèle. Dans la presse, à la radio, à la télévision, à l'église, on relevait encore et encore cette remarque : « Demandez à un jeune ce qu'il veut faire quand il sera grand, il vous répondra "je veux devenir feyman" ». On a beaucoup dit que l'attrait du « métier » reposait sur l'argent. Conclusion simpliste, comme l'indique l'approche adoptée par les commentateurs new-bellois (ou plus largement doualais) face au phénomène de la feymania. En 1998-1999, une histoire circulait à Douala. A Bali, ancien quartier duala peu enclin à s'ouvrir aux gens de l'Ouest, et encore moins aux feymen, vivait un ex-ministre. Celui-ci souhaitait acheter un terrain en face de chez lui. Le propriétaire en était un vieux monsieur, duala comme le ministre. Mais c'est un autre acheteur qui réussit à acquérir le titre foncier : un feyman, originaire de l'Ouest. Sous peu se dressa un immeuble de plusieurs étages qui, dit-on, plongea dans l'ombre la maison du ministre. Mieux : le ministre avait été le garde des Sceaux de Paul Biya. Alors qu'il était en exercice, il avait fait arrêter le feyman ; mais ce dernier s'en était tiré : des amis en haut lieu l'avaient fait relaxer.

L'histoire est parlante. Bardé de diplômes, nanti, lié à la classe dirigeante, chez lui dans un quartier qui se targue de l'« autochtonie » des siens, le ministre est évincé par un jeune des hauts plateaux, un cadet, un *outsider*. Pour bien marquer sa victoire, le feyman bâtit. On voit là un symbole : l'immeuble à étages érigé en un tournemain est l'incarnation même de la feymania. Construire grand, de préférence en faisant un usage ostentatoire de matériaux chers, tels le béton armé et les carreaux dont on couvrira des pans entiers de la façade, est caractéristique du milieu feyman, tout comme l'est le style adopté : colonnes néoclassiques, pseudo-frontons, baies vitrées.

Arrêtons-nous un instant sur l'usage fait de la construction dans le vocabulaire de la feymania. Il y a là non seulement un symbole à l'intention des citadins, mais aussi une expression de rejet. Le feyman originaire de l'Ouest qui bâtit avec ostentation en ville s'inscrit en faux contre la structure sociale de sa région natale. Nous l'avons vu : l'homme qui souhaite être reconnu comme tel en pays bamiléké doit construire. Ce n'est cependant pas en ville qu'il doit le faire. Son premier devoir est de créer une concession « au pays ». Or, le feyman dont il est question ici, Donatien, et d'autres encore – dont un certain Emmanuel, également originaire de l'Ouest, qui défraya la chronique en 1995-1996 –, tous choisirent de bâtir en ville et non « au village ». Symbolique, ce choix l'était, mais également et avant tout économique. Construire, en terre bamiléké, n'est pas une fin en soi. C'est un investissement. Pour ceux qui, suivant scrupuleusement les règles du terroir, n'ornant leur concession que des éléments architecturaux que leur permet leur rang, le

processus de construction peut s'avérer lucratif. C'est le moyen de se trouver des associés car, à moins d'être fabuleusement riche, ce n'est qu'avec l'aide d'autrui qu'on bâtit. C'est le moyen aussi d'avoir accès aux tontines (non seulement nécessaires à l'acquisition des droits et à l'achat des matériaux de construction, mais aussi condition *sine qua non* de la réussite), d'obtenir des prêts à faible taux d'intérêt (indispensables pour le commerce) et de constituer des alliances qui vont de la collaboration en affaires au mariage[47].

Faire fi de ces impératifs revient à rejeter en bloc les fondements mêmes de la société bamiléké. Donatien et ses comparses furent les premiers à le faire. Bien des hommes de l'Ouest avaient choisi de quitter le village et de ne pas y revenir, mais, avant l'« ère feyman », on ne trouve pas d'exemple de cadet qui ait fait fortune en ville, y ait bâti grand, mais n'ait rien érigé au pays. Victor Fotso, André Soen, Gilbert Kadji et Joseph Kadji Defosso, multimillionnaires bamiléké, cadets qui tous avaient réussi au loin, étaient revenus au village y construire et, ce faisant, y briguer titres et honneurs. Mais ils appartenaient à une autre génération. Pour les cadets qu'étaient Donatien et les autres, les règles du jeu n'étaient plus les mêmes. La situation foncière dans les hauts plateaux était devenue si tendue, et les problèmes sociaux en résultant si insolubles, que les règles, même celles de la succession, s'en trouvaient mises à mal. Dans plusieurs chefferies, dès 1996-1997, l'indivision – clé de voûte du système de succession et, pour les anthropologues, de la structure sociale dans son ensemble – avait fait place à un morcellement des titres fonciers pour laisser aux jeunes un minimum d'espoir[48]. C'est dire comme les choses allaient mal. Convaincue que les hauts plateaux n'avaient plus rien à lui offrir, la première génération de feymen leur tourna le dos. La décision était à plus d'un égard révolutionnaire. La réussite tapageuse de ces jeunes qui avaient refusé de se plier au *statu quo*, les bâtiments à étages qu'ils érigeaient au loin étaient un pied de nez à l'establishment des hauts plateaux. Ce n'était pas au seul ministre que l'immeuble du feyman de Bali faisait de l'ombre.

Certes, il ne faudrait pas se méprendre sur les motivations des feymen. S'il y a sans aucun doute chez eux quelque chose du *social bandit* décrit par Hobsbawm dans son excellent livre sur la criminalité[49], ce ne sont pas pour autant des Robins des Bois. Les transformer en personnages romantiques serait leur faire une injustice. Ils sont en effet bien plus complexes. En témoignent leurs relations avec le pouvoir en place et les sentiments ambigus – de fierté, de dégoût, de stupéfaction – que celles-ci engendrent parfois. Il existe des liens étroits entre les feymen et la classe politique. Les premiers exercent leur métier avec l'aval de personnages clés de la seconde, qui y trouvent leur compte. Dès la première moitié des années 1990, il se crée une symbiose entre les deux camps, l'un en venant de plus en plus à dépendre de l'autre, et *vice versa*. L'affaire du « coup de cœur », de triste mémoire, l'illustre. Elle concerne les Lions indomptables, l'équipe nationale de football du Cameroun. Qui a vécu dans le pays le sait : les Lions ne sont pas seulement une équipe ; ils sont aussi, et surtout, une force politique. Un soir de 1992, alors que le Cameroun sortait à peine de la période « villes mortes », le consul de

---

[47] Dominique Malaquais, *Architecture, pouvoir et dissidence au Cameroun, op. cit.*

[48] Voir Jean Hurault, *La Structure sociale des Bamiléké*, Paris, Mouton, 1962, et Timothée Tabapssi, *Le Modèle migratoire bamiléké (Cameroun) et sa crise actuelle*, Leyde, CNWS, 1999.

[49] Eric Hobsbawm, *Bandits*, New York, The New York Press, 2000 (1969).

France à Douala suivait avec inquiétude la demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations. Quand le Cameroun gagna, il poussa un soupir : Paul Biya, expliqua-t-il, tiendrait le coup quelques mois encore.

Huit ans plus tard, Biya est toujours là, et les Lions, aujourd'hui champions olympiques, n'y sont pas pour rien. En 1994, ils étaient sélectionnés pour participer à la Coupe du monde, qui, cette année-là, se disputait aux Etats-Unis. Il était hors de question de ne pas être au rendez-vous : il y allait de l'honneur du Cameroun. Mais la crise économique battait son plein, le gouvernement ne pouvait guère s'offrir le coût d'une telle opération (les bailleurs de fonds étrangers ne l'auraient pas apprécié, le pays ayant accumulé une dette pharaonique au cours des sept à huit années précédentes) et, pour compliquer la donne, une sombre affaire de détournement de fonds planait sur les organismes et ministères concernés[50]. On décida alors de lancer une campagne dite de « coup de cœur » : les citoyens étaient appelés à contribuer, en fonction de leurs moyens, au voyage des Lions. C'est alors que Donatien Koagne acquit la visibilité dont il jouit aujourd'hui. En direct à la télévision nationale, il offrit 10 millions de francs CFA pour les Lions. Par certains, il fut salué en héros. Ce ne fut pas le cas pour d'autres. On ne tarda pas, en effet, à jaser sur l'origine de sa fortune. Bientôt, la nation tout entière sut qu'il brassait de l'argent sale. On était divisé à ce sujet. Au quartier, on se demandait s'il fallait voir en lui un escroc à la solde du parti au pouvoir ou un « petit » qui, contre tout espoir, s'était taillé une place au sein de la nomenklatura. Et, de cette place, que dire exactement ? La victoire du feyman, si victoire il y avait, était-elle simplement d'avoir réussi là où tant d'autres avaient échoué ? Ou y avait-il autre chose ? Koagne méritait-il d'être célébré pour avoir fait de l'ombre au gouvernement, pour l'avoir embarrassé en jetant la lumière sur le peu de cas que ses hauts fonctionnaires faisaient de la loi, sans parler de la morale ?

De ce geste très médiatique, Donatien tira une renommée de star. S'il devint, en grande partie grâce au « coup de cœur », le plus célèbre des feymen, il ne fut pas le seul à briguer la notoriété. A la grande époque des feymen, de 1994-1995 à 1998, ces derniers, semble-t-il, faisaient tout pour se faire remarquer. Particulièrement efficace à cet égard était leur usage outrancier de produits symboles de la classe dirigeante. Dans les années 1980, le Cameroun était l'un des plus gros importateurs de champagne au monde. La crise y mit bonne fin. A entendre les descriptions de certains de ceux qui côtoyèrent la « bande à Donatien », on est toutefois tenté de croire que les feymen s'étaient donné pour but de redorer le blason de leur pays dans ce domaine. Lorsqu'ils étaient à Douala, deux des « petits » de Donatien, Emmanuel, dont il a été brièvement question plus haut, et son acolyte, un certain Samuel Kamga, descendaient à La Falaise, hôtel prisé par la première génération de feymen. Ils étaient connus pour l'étonnante abondance de champagne et d'alcools fins qu'ils y consommaient. Une accointance raconte à ce sujet une veillée organisée par Emmanuel à l'occasion de funérailles. Pour ses amis et invités, il fit venir de Paris par Cameroun Airlines un nombre impressionnant de bouteilles. Champagne Cristal (la marque des feymen), Château-Margaux, les meilleurs scotchs On pouvait à peine se déplacer à l'intérieur de sa suite, tant il y avait de cartons d'alcool empilés. Un groupe de bons vivants, dont le feyman lui-même, se donna pour objectif d'en ingurgiter la moitié ; ils n'y parvinrent pas. En boîte – au très *seventies* Privé, *le* night-club des feymen, serti de miroirs et de banquettes moelleuses, au Byblos et ailleurs –, il était courant de voir, attablés avec une cour de belles filles, des feymen devant qui défilaient bouteille sur

[50] Voir *Le Monde* des 9 et 23 mai, 27 juin, 4 et 18 juillet 1994.

bouteille du meilleur champagne. Les tournées offertes étaient monnaie courante. Attirer l'attention d'une jolie fille, fait remarquer un habitué des belles nuits d'alors, devenait quasiment impossible : on n'arrivait tout simplement pas à rivaliser avec les feymen. Les femmes elles-mêmes devenaient des symboles, collectionnées et exhibées pour mettre en valeur les hommes au bras desquels elles paraissaient. La femme de référence était la métisse, maîtresse de choix dans les milieux de la nomenklatura. Le comédien Tchop-Tchop y fait allusion dans un de ses sketchs : deux amis s'extasient – quel homme, ce feyman : à l'arrière de sa voiture, il a non pas une mais deux métisses ! Vêtements, voitures, aménagement intérieur, tout était choisi en fonction des goûts de la classe dirigeante.

Emulation ou appropriation ? Le romancier Yambo Ouologuem l'a bien montré : plagier n'est pas simplement copier ; c'est aussi accaparer pour déstabiliser, miner[51]. Il y a, après tout, comme le font remarquer Mbembe et Mudimbe[52], plus d'une façon de se rebeller. On ne peut cependant pas s'empêcher de voir dans le mimétisme des feymen un désir d'être comme, voire de devenir, ceux qu'ils imitent. Les relations qu'en très haut lieu beaucoup d'entre eux entretiennent avec la police sont à cet égard parlantes. Pour plusieurs des personnes que j'ai interrogées, c'est là une caractéristique marquante de la feymania : n'est feyman au sens propre du terme que celui qui peut prétendre à de tels appuis.

Bien qu'aucune enquête officielle ne l'ait jamais établi, il est clair qu'un homme en particulier au sein du gouvernement Biya joua un rôle de premier plan dans l'évolution de la feymania : Jean Fochivé (1931-1997). Chercheurs, journalistes et opposants le disent, plusieurs proches du pouvoir le confirment. Patron des services secrets (SEDOC/DIRDOC) sous Ahidjo puis, de 1989-1990 à 1996, sous Biya, du CENER (nouvelle appellation des services) et du secrétariat d'Etat à la sécurité intérieure, il fut finalement limogé par le Président, en partie sans doute parce que ses liens avec la feymania devenaient trop visibles, donc gênants. Qui connaît le Cameroun connaît le nom de Fochivé et le surnom de « père Foch ». Sous sa houlette, au cours de quelque trois décennies, on réprima dans l'illégalité la plus flagrante, dans la violence et souvent dans le sang toute opposition au pouvoir central[53]. Mis en place dès les premiers jours de l'indépendance, le SEDOC bénéficia du solide soutien de la SDECE. Le père Foch faisait en effet partie du redoutable réseau Foccart. Donatien en particulier aurait été lié à Fochivé ; il est communément admis qu'il était le « protégé » du patron de la Sécurité[54].

---

[51] Yambo Ouologuem, *Le Devoir de violence*, Paris, Le Seuil, 1968, et *Lettre à la France nègre*, Paris, E. Nalis, 1969 ; voir aussi Christopher Miller, *Blank Darkness : Africanist Discourse in French*, New Haven, Yale University Press, 1985, et *Theories of Africans : Francophone literature and Anthropology in Africa*, Chicago, Chicago University Press, 1990.

[52] Achille Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine,* Paris, Karthala, 2000 ; Valentin Mudimbe, « Reprendre : ennunciation and strategies in contemporary african art », *in* Susan Vogel (ed.), *Africa Explores : 20th Century African Art*, New York, Center for African Art et Prestel Verlag, 1991.

[53] Voir Mark Delancey et H. Melba Mokeba, *Historical Dictionary of Cameroun*, *op. cit.* ; Richard Joseph, *Radical Nationalism in Cameroon*, *op. cit. ; Le Monde* du 17 avril 1997 ; Mongo Béti, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972 ; P. Ndedi-Penda, *Le Pouvoir aux deux visages : la terreur et la prospérité*, Yaoundé, Publications Galaxie, 1992.

[54] *Le Messager*, octobre 1999.

C'est de toute évidence grâce à ses liens avec Fochivé et aux liens de celui-ci avec le réseau Foccart que Koagne put si rapidement quitter le Bourget après qu'on eut découvert les millions de dollars dissimulés dans son avion. D'après un proche du président Biya qui côtoya longtemps Fochivé, ce dernier voyait en Donatien et ses collègues une source de devises pour le pays, un moyen de combler le déficit affiché par les caisses de l'Etat à un moment où l'économie était au plus mal, non seulement en raison de la chute des cours des produits d'exportation et de la dévaluation, mais aussi à cause du mouvement « villes mortes » qui avait marqué le début d'une campagne d'incivisme fiscal remarquablement efficace. Pour un membre du gouvernement, aujourd'hui retourné à la vie civile, les motivations du patron des services secrets n'avaient rien d'aussi noble : c'était tout simplement un bandit, « un escroc raffiné qui avait la capacité de se retrouver dans tous les domaines de l'illégalité ». Quoi qu'il en soit, une chose est claire : Donatien avait ce que l'on nomme au Cameroun le *nfinga kié* – « la couverture de fer »[55]. Qu'on l'arrête et il était invariablement relaxé. Et gare à ceux qui s'en prenaient à lui ! On se souvient du commissaire Ondo, de la PJ, qui, pour l'avoir fait écrouer, se vit tout bonnement démis de ses fonctions[56].

Si, par la suite, les choses allaient évoluer, dans l'immédiat le départ de Fochivé ne changea pas grand-chose à la situation. Les réseaux qu'il avait mis en place et les liens de ceux-ci avec les réseaux post-foccartiens français restaient bien verrouillés. Quand l'affairiste Jean-Paul Sa'ah fut arrêté à Yaoundé sur ordre du Président, on crut brièvement que la donne avait changé. Incarcéré, pour plus de sécurité, à la SED (secrétariat d'Etat à la Défense) plutôt qu'à la prison centrale de Kondengui, il fut après un temps élargi. Selon une des personnes les mieux versées dans l'affaire, il aurait eu des attaches en très haut lieu au sein de l'équipe constituée pour remplacer celle de Fochivé. Des liens du même ordre à Douala lui auraient permis de se débarrasser de rivaux encombrants qui, explique un haut responsable de la Sécurité, furent tout bonnement exécutés par la police, dans une embuscade tendue par Sa'ah[57]. Tout cela a amené plus d'un commentateur à se demander si les successeurs du père Foch, quand bien même leurs intentions seraient bonnes, pourraient réellement mettre un terme à l'impunité des feymen, comme affirmait le vouloir, en 1998, le délégué général à la Sûreté nationale, Luc René Bell[58].

Pour les opposants au régime en place, le nom de Fochivé était synonyme d'anathème. On conçoit aisément que les relations des Donatiens avec les services de sécurité aient terni l'image des feymen à New Bell. Que penser d'hommes qui escroquaient les grands

---

[55] *Cameroun actualité* du 6 novembre 1999.

[56] *Le Messager online*, octobre 1999.

[57] Sa'ah vit aujourd'hui en France, où il a fondé une maison de disques qui produit une brochette d'artistes parmi les plus célèbres d'Afrique. Pour ceux qui, en (très) haut lieu comme au quartier, sont persuadés qu'il continue à évoluer dans le monde de la feymania, il bénéficierait en métropole de soutiens au sein du réseau Foccart nouvelle série. Longtemps hors du Cameroun, il y reviendrait plus souvent ces jours-ci – il a fondé récemment une unité de fabrication de cassettes audio *high-tech* à Douala – et, armé d'une mallette pleine de dollars, de francs et de deutsche Mark, se serait récemment présenté dans une banque de la place pour y traiter une importante affaire.

[58] *Cameroun tribune* du 25 février 1998.

et pactisaient en même temps avec eux ? On était en pleine ambiguïté. Une pratique en particulier, chère à la première génération de feymen, fait ressortir cette ambiguïté. Koagne et ses « petits » descendaient régulièrement faire bombance au quartier. Dans une kyrielle de 4 x 4 et de voitures de luxe, ils déferlaient sur New Bell. S'installant dans une gargote, ils commandaient poissons et poulets braisés, frites, plantains et bière. Si la facture s'élevait à 25 000 francs CFA, ils en laissaient 100 ou 150 000, se faisant ainsi amis et publicité. « Les feymen faisaient du social, note un écrivain doualais, et de façon nettement plus efficace que l'Etat » ; leur manière à eux de « donner » avait un impact autrement plus puissant que « les quelques cageots de bière distribués par le Parti avant une élection ». Mais la chose était-elle aussi simple que cela ? Pour beaucoup, une question se posait : par leurs « dons », les feymen cherchaient-ils seulement à se faire bien voir ? L'écrivain précédemment cité va plus loin. Ce n'est pas une coïncidence, note-t-il, si la feymania a connu toute sa gloire au sortir des « villes mortes », alors que, de plus en plus, se faisait entendre la voix d'une jeunesse bien décidée à imposer au gouvernement le pluralisme politique. A ses yeux, Donatien et les autres furent, entre les mains du pouvoir, de remarquables outils de répression. Au quartier, à l'aide de leur fric et de leur frime, ils détournaient l'attention des jeunes du politique. « Ils sapaient l'énergie des quartiers, des cadets sociaux ». Face au modèle de l'« opposant », idéal de la jeunesse des années 1991 à 1994, les feymen incarnaient, en collusion avec la gent dirigeante ou manipulés par elle, celui de la corruption, de l'illégalité, de l'argent facile. « On détruisait les mœurs, les idéaux, pour saper la volonté de changement politique ». Pour d'autres, dont le journaliste Tientcheu Kameni, les Donatiens étaient activement soutenus par Fochivé et, plus largement, par le Parti, en échange de fonds employés pour faire violence à l'opposition et, là où on le pouvait, acheter en bloc les voix de communautés qui, autrement, auraient voté SDF :

> « [...] la feymania apparaît avec la démocratisation dans les années 1990 et cette concomitance n'est pas fortuite [...]. Le pays est au bord de l'asphyxie financière et les nécessités de l'ordre public urgentes. Il faut trouver rapidement des fonds pour faire front à l'opposition et à la rue. L'argent sale des feymen est donc utilisé pour financer les opérations de la police spéciale du père Foch [...]. En retour, il assure aux feymen impunité et protection et les envoie aux quatre coins de la République et du monde à la recherche de "l'effort de guerre" »[59].

En période électorale, écrit Kameni, on fait également appel à eux. On inonde les électeurs de billets, dont un certain nombre s'avèrent par la suite faux. Et pourtant... Dans un pays où les hautes sphères du politique sont, depuis près de trois décennies, fermées en grande partie aux cadets et sont devenues, sous la férule de Paul Biya, le fief de l'ethnie sudiste du Président, on imagine assez bien le plaisir des petits de New Bell à voir les « leurs » appelés à l'aide par le Parti. Il n'est pas très difficile de comprendre l'ambivalence suscitée par ces hommes qui réussissent là où, avant eux, rares étaient ceux qui avaient eu du succès.

[59] *Le Messager* du 20 novembre 1998.

DE LA FEYMANIA ET DE L'OCCULTE

Cette ambivalence trouve son expression la plus éloquente dans ce que l'on dit des relations des feymen avec le monde de l'occulte. On en parle à « radio-trottoir » comme dans les médias « officiels » : entre feymania et sorcellerie, dit-on, il y a des liens étroits. De ces liens présumés résultent de profonds sentiments d'ambivalence, la sorcellerie étant elle-même un sujet ambigu, touffu. Pour les anthropologues des générations précédentes, elle était un phénomène éminemment classifiable. On pouvait sans grande difficulté établir une distinction entre la « bonne » sorcellerie, ou sorcellerie morale, essentielle au maintien de l'ordre social, et la « mauvaise » sorcellerie, source de chaos[60]. Aujourd'hui, dans les milieux de la recherche, on a une perception tout autre de la sorcellerie. Elle y est perçue comme un phénomène dont la caractéristique première est de ne se prêter à *aucune* classification. On a beau tenter d'y mettre de l'ordre, on n'y trouve qu'ambiguïté.

Où que l'on regarde, en Afrique comme ailleurs, la sorcellerie n'est en rien un phénomène univoque. « Presque partout, […] les forces [de la sorcellerie] sont considérées comme un mal primordial. Mais un autre principe général veut que ces forces puissent être canalisées et utilisées à des fins constructives »[61]. Le Komo, société initiatique bamana (au Mali), a pour rôle principal de protéger la communauté des activités néfastes de sorciers ; pour ce faire, les leaders du Komo doivent eux-mêmes être de redoutables sorciers, capables, comme ceux qu'ils combattent, de manipuler d'effrayantes quantités de *nyama*, énergie mystique à l'origine de toute vie, mais aussi cause de mort[62]. En pays bamiléké, on attribue aux chefs d'extraordinaires pouvoirs de sorciers *(géké)* : « Le *fo*, note un praticien de la médecine vernaculaire à Bandjoun, est le plus grand des *géké* ». Certes, on peut s'attendre à ce qu'il ne fasse pas de mal car « ils est le bien incarné » mais, le souhaiterait-il, il le pourrait, et les conséquences en seraient dévastatrices. Pour diriger en pays beti, terroir du président Biya, il faut avoir de l'*evu* – la force des sorciers[63]. En pays maka, à l'est du Cameroun, « le guérisseur […] ne peut guérir que parce qu'il (elle) a développé la sorcellerie *(djambe)* à un degré exorbitant […]. De même [le *djambe*] est censé être indispensable à l'accumulation de tout pouvoir et richesse »[64].

Il est de par le monde des formes de sorcellerie que l'on pratique pour s'enrichir. La chose n'a rien de nouveau. Au cours des trente à quarante dernières années, cependant, il s'est développé dans bien des communautés subsahariennes de nouvelles

---

[60] Peter Geschiere, *Sorcellerie et politique en Afrique. La viande des autres,* Paris, Karthala, 1995.

[61] Peter Geschiere « Sorcellerie et modernité : retour sur une étrange complicité », *Politique africaine*, n° 79, octobre 2000.

[62] Voir Patrick McNaughton, *The Mande Blacksmiths,* Bloomington, Indiana University Press, 1988.

[63] Voir Philippe Laburthe-Tolra, *Initiations et sociétés secrètes au Cameroun*, Paris, Karthala, 1985.

[64] Peter Geschiere, « Sorcellerie et modernité… », art. cit.

approches de l'occulte, axées spécifiquement sur l'accumulation de biens et de pouvoir. Ces approches, pour la plupart, sont intimement liées à ce qu'il est convenu d'appeler la « modernité ». Dans la dernière décennie, nombre d'anthropologues spécialistes de l'Afrique se sont penchés sur les relations entre sorcellerie et modernité. Pour les plus intéressants d'entre eux, ce ne sont pas tant les pratiques ou les croyances elles-mêmes qui valent la peine d'être étudiées que le discours constitué par celles-ci – les opinions qu'elles expriment concernant l'économie marchande, la globalisation, la « commodification » des objets, des services, des personnes. Dans cette optique, la sorcellerie devient une façon de penser les inégalités profondes qui marquent la vie postcoloniale et un moyen d'agir sur celles-ci. Remarquablement malléables, les croyances, les pratiques et les discours s'y rapportant se prêtent particulièrement bien à la tâche d'analyser et d'affronter cette modernité, elle-même si mouvante[65].

Les « sorcelleries de la modernité » sont-elles plus ambiguës encore que celles de la période précoloniale ? On n'en sait trop rien. Une chose, cependant, est certaine : l'ambivalence qu'elles engendrent joue un rôle central dans la vie de tous les jours au Cameroun. La très grande majorité des citadins – toutes obédiences et classes sociales confondues – se sent concernée. Le discours sur la feymania, en particulier, est marqué par cette préoccupation. Il en résulte un complexe enchevêtrement d'idées et de pratiques que quiconque veut comprendre la feymania ou est intéressé par la politique camerounaise et la perception qu'en a le citoyen moyen se doit d'examiner.

Les formes de sorcellerie dont il est question ici se caractérisent par une croyance fondamentale, dont parlent plusieurs spécialistes du Cameroun. Les sorciers « ordinaires », dit-on, « mangent » leurs victimes ; ils les tuent, soit *mano a mano*, soit à distance, à l'aide de procédés, de remèdes ou d'animaux magiques. La capacité qu'ils ont de faire ainsi du mal réside, en général, dans leur ventre, sous la forme d'un organe (tel un double estomac) qui vient se greffer sur leur anatomie et qu'ils cultivent au moyen de festins mystiques. Les adeptes des « nouvelles » sorcelleries de la richesse ont un autre *modus operandi,* ainsi que le décrit Peter Geschiere :

> « L'idée fondamentale est qu'on a affaire à un nouveau type de sorciers qui ne mangent plus leurs victimes, mais qui les transforment en des sortes de "zombies" qu'ils font travailler pour leur propre compte. La nouvelle richesse serait fondée sur l'exploitation du travail de ces zombies. Les gens insistent sur la nouveauté de cette forme de sorcellerie, souvent rapportée à l'arrivée des Européens et à la pénétration de nouvelles formes de luxe ».

Il est question, dans plusieurs régions du Cameroun, de sorciers qui opèrent de cette façon. En pays bamiléké, ceux qui pratiquent ce genre de sorcellerie sont membres, dit-on, d'une fratrie nommée *famla* (« village abandonné », « moisi », « pourri »). Leurs victimes sont kidnappées par des forces occultes et envoyées travailler sur les flancs du mont Cameroun, dans des plantations dont les récoltes viennent grossir les comptes en banque de leurs propriétaires-sorciers. Cela rappelle le travail forcé instauré, pour leur plus grand profit, par les administrations coloniales allemande puis française et qui, en

---

[65] Voir Florence Bernault « Archaïsme colonial, modernité sorcière et territorialisation du politique à Brazzaville, 1959-1997 », *Politique africaine,* n◦ 72, décembre 1998 ; Jean et John Comaroff, « Alien nation : zombies, immigrants and millenial capitalism », *Bulletin du CODESRIA,* n◦ 3-4, 1999 ; Jean-Pierre Warnier, *L'Esprit d'entreprise au Cameroun, op. cit.* ; Michael Rowlands et Jean-Pierre Warnier, « Sorcery, power and the modern state in Cameroon », *Man*, n◦ 23, 1988.

pays bamiléké, fit des dizaines de milliers de morts. On trouve en région duala des croyances analogues. L'équivalent du *famla* est ici l'*ekong*. Les praticiens de cette forme de sorcellerie kidnappent puis vendent leurs victimes à des propriétaires de plantations invisibles, où elles travaillent au bénéfice de leurs maîtres. Ces plantations se trouvent sur le mont Kupe, à quelque cent kilomètres de Douala[66]. Ailleurs, aussi, on parle d'ensorcellements de cette espèce. Chez les Maka, le terme employé reste celui, évoqué plus haut, de *djambe*, mais l'usage fait de cette sorcellerie pour acquérir de nouvelles richesses est perçu comme fondamentalement nouveau. On différencie un *djambe* de l'autre au moyen d'un qualificatif, *djambe le njaw* désignant « la sorcellerie de la maison », *djambe le mintang* « la sorcellerie du succès », ou « sorcellerie des Blancs »[67]. Chez les Bakossi, qui vivent à proximité du mont Kupe, la nouvelle magie de la richesse se nomme *ekom*. Ici, aussi, on vend au loin ses proies. Pour les Bakossi, toutefois, les victimes-zombies ne travaillent pas sur le mont. La vente d'un être humain permet au sorcier de se rendre lui-même sur les flancs du mont Kupe, où, s'il est chanceux, il trouvera or et argent[68]. Dans le Sud, enfin, chez les Beti et les Bassa entre autres, on parle du *kong*, forme de sorcellerie qui, elle aussi, porte sur la vente au loin d'êtres humains[69].

Les croyances décrites ci-dessus jouent un rôle clé dans l'articulation de la feymania. L'usage qui en est fait, cependant, est quelque peu différent de ce à quoi l'on pourrait s'attendre. Il est clair qu'entre les sorcelleries de la richesse dont on parle chez les Bamiléké et les Duala, les Maka, les Bakossi et les peuples du Sud, les liens sont étroits. Thèmes, méthodes, géographies de l'invisible, vocabulaire même : partout il y a recoupement ; mais il est rare, semble-t-il, que l'on trouve un amalgame de ces sorcelleries. D'un Duala accusé d'avoir eu recours à la sorcellerie pour s'enrichir, on dit en général qu'il a utilisé l'*ekong* ; de même, un homme d'affaires bamiléké dont la nouvelle richesse paraît suspecte est généralement taxé d'association au *famla*. S'agissant des feymen, la chose est plus compliquée. Les sorcelleries dont on les accuse semblent être pan- ou transethniques. Indépendamment de toute appartenance ethnique, en bloc pour ainsi dire, ils sont, par exemple, accusés de trafic d'organes et d'ossements. Le jeune qui souhaite devenir riche par magie ne se tournera pas nécessairement vers un sorcier de son ethnie. Une affaire de trafic d'ossements liant un jeune Bamiléké à un sorcier duala, lui-même accusé de « feyre », fit ainsi la une des journaux en 1994. Le sorcier, rapportaient presse privée et radio gouvernementale, était connu pour les quantités de billets frais qu'il semait à tout vent et pour la maison à étages qu'il s'était fait construire à Yaoundé en quelques semaines à peine. Il était entouré de jeunes maîtresses et avait une femme, jeune elle aussi, dont l'enfant était mort dans des circonstances bizarres auxquelles on le disait mêlé. L'homme avait sommé son jeune client bamiléké de lui apporter des restes humains. Les cimetières de Douala étant gardés, ce dernier se rendit chez lui, dans l'Ouest, où il déterra le squelette de l'une des femmes de son père. Sorcier et client furent appréhendés par la police au retour du jeune homme, dans un bosquet où

---

[66] Eric de Rosny, *Les Yeux de ma chèvre*, Paris, Plon, 1981.

[67] Peter Geschiere, « Sorcellerie et modernité », art. cit.

[68] Heinrich Balz, *Where the Faith has to Live. Studies in Bakossi Society and Religion*, Bâle, Mission de Bâle, 1984 ; S. N. Ejedepang-Koge, *Bakossi. The Tradition of a People*, 2e édition, Washington, 1986.

[69] Luis Mallart, « La forêt de nos ancêtres », thèse de doctorat, université Paris-X, 1988-1988.

on les trouva « en plein délit de sorcellerie »[70].

Au caractère transethnique de l'alliance entre le sorcier duala et son client originaire de l'Ouest s'ajoute un autre élément, apparemment typique de la feymania. La sorcellerie est en général une affaire familiale. Qu'il s'agisse de sorcellerie dite « ordinaire » ou de magie liée à la quête de la richesse, les victimes du sorcier sont généralement des membres de sa parentèle. « Même dans des contextes modernes, écrit P. Geschiere, la sorcellerie semble presque toujours naître de l'intimité familiale ». Dans le cas qui nous retient ici, il n'est pas question de relations familiales. Les morts dont le sorcier entend s'approprier les os ne sont en rien liés à lui. Quant au jeune homme, on notera que le squelette qu'il déterre n'est pas celui d'une personne à qui l'unissaient des liens de sang. Le *famla*, comme les pratiques plus « orthodoxes » de la sorcellerie bamiléké « ordinaire », lui dicterait de s'approprier un parent. Ici, il n'en est rien.

Fondamentales, les différences qui apparaissent ici éclairent un aspect particulièrement original de la feymania. Celle-ci n'est pas un phénomène unique, distinct. Tout au long de cette étude, on a cherché à le souligner : il s'agit d'un phénomène intimement lié à d'autres, tant dans le présent que dans la longue durée. A plus d'un égard, cependant, la feymania rompt avec ce qui l'entoure. C'est ainsi qu'elle tourne le dos à la famille et à l'ethnie. Dans un contexte moins troublé que celui du Cameroun contemporain, voilà qui serait déjà surprenant. Dans un pays aussi profondément marqué par les clivages ethniques, c'est tout bonnement révolutionnaire. Pour plus d'un anthropologue aujourd'hui, la sorcellerie est une force subversive. Qu'on s'intéresse à elle en tant que mode d'accumulation de richesses ou, comme pour nombre de chercheurs, en tant que moyen de niveler les différences (l'idée étant ici que les accusations de sorcellerie permettent aux petits de s'en prendre aux grands), on voit en la sorcellerie un « mode de faire politique ». Dans cette double optique, de phénomène socio-économique et culturel la feymania se mue en prise de position politique. Consciemment ou non – et sans doute les deux –, les feymen s'en prennent aux assises mêmes de l'Etat postcolonial pour lequel, on l'a vu, l'ethnicisation à outrance du pays sert d'arme, de moyen de répression. Ils fragilisent la culture politique du gouvernement auquel ils ont rendu tant de services et dont, paradoxalement en l'occurrence, ils dépendent pour leur survie.

Les feymen font-ils sciemment usage de la sorcellerie ? Partagent-ils les croyances de leur public ? L'affaire du jeune déterreur le suggèrerait. Mais il y a plus. Donatien, comme d'autres, se faisait passer pour un magicien ; devant ses pigeons, il prononçait des formules mystiques dans lesquelles, expliquait-il, s'exprimait son art de transformer le simple papier en billets de banque. La chose ne fait aucun doute : il s'agissait de marketing, d'un « truc » pour mieux vendre. De façon générale, il semble que les feymen aient fait largement usage de tels procédés. On incite le public à voir en soi un être sinon surnaturel, du moins très proche du monde des esprits. En cela, les feyman n'innovent pas : il y va d'un vieil artifice des grands et des charlatans de par le monde. L'intéressant, ici, c'est l'appel des feymen à toutes sortes de formes de sorcellerie, le côté pluri- ou transethnique de leur démarche. Les maisons à étages qu'ils érigent suscitent de toutes parts des accusations de sorcellerie. Dans les différents modes de sorcellerie dont il a été question plus haut, du *famla* au *kong*, les bâtiments construits en un tournemain, avec des matériaux dits « modernes », sont vus comme une expression de l'occulte. Ils en sont le symptôme, l'indicateur par excellence. Construire de la sorte revient à annoncer qu'on est sorcier.

---

[70] *Le Messager* du 21 octobre 1994.

Dans un monde où les « grands » font un usage, souvent public, de techniques liées à l'occulte – Sassou-Nguesso, dont la rumeur veut qu'il ait à son service des dizaines de « spécialistes », Ronald Reagan, qui fixait les dates de sommets en fonction des prédictions d'un astrologue –, afficher ses liens avec les esprits n'est pas folie. Certes, la chose n'a sans doute jamais été aussi simple, la démarche des feymen aussi nette ou réfléchie. Dans la conjoncture économique catastrophique des années 1990, les accusations de sorcellerie se sont multipliées. A divers moments, dans certaines localités, la fréquence et la teneur du discours sur l'occulte ont frisé la psychose. Malgré une accalmie, c'est encore le cas. Dans un tel contexte, comment les feymen auraient-ils pu ne pas être accusés de sorcellerie ? Comment, aussi, auraient-ils pu manquer l'occasion de s'approprier la force née d'allusions judicieuses à de prétendus liens avec l'occulte ?

Se targuer de rapports avec le surnaturel était d'autant plus important que, dans les années 1990, apparaissaient au Cameroun de plus en plus de formes nouvelles de religions, censées à la fois combattre la sorcellerie et, comme elle, offrir l'accès à la richesse. Pour qui voulait « faire des affaires », ces religions, il fallait les apprivoiser ; toujours prête à se recréer pour mieux « feyre », la feymania y réussit. Dans son excellente étude intitulée *African Christianity*, Paul Gifford retrace l'histoire des Eglises au Cameroun dans la seconde moitié du XXe siècle[71]. Sous Ahmadou Ahidjo, explique-t-il, même les Eglises les plus classiques étaient soumises à un contrôle rapproché de l'Etat. Toute velléité d'indépendance était étouffée. L'époque Biya n'apporta guère de changement. Comme son prédécesseur, qui avait condamné à mort pour « trahison » l'évêque de Nkongsamba, Albert Ndongmo (la peine fut par la suite commuée et, dans les années 1980, Ndongmo s'exila au Canada), Biya s'attaqua aux quelques hommes d'Eglise assez courageux pour le critiquer, dont le remarquable cardinal de Douala, Mgr Tumi. Dans les années 1990, cependant, il dut adopter une politique de tolérance. Le mouvement « villes mortes » et, plus généralement, la quête populaire de la liberté d'expression imposèrent à Yaoundé de relâcher la bride. De ce relâchement naquit une riche floraison d'Eglises, certaines d'importation récente, d'autres présentes depuis des décennies mais soumises à la loi du silence[72]. On relève, parmi ces dernières, un nombre important d'Eglises pentecôtistes[73]. Leur apparition au grand jour et l'engouement qu'elles inspirent, en particulier parmi les citadins, ne sont pas caractéristiques du seul Cameroun. Depuis une dizaine d'années, on assiste sur tout le sous-continent à une explosion du pentecôtisme. Ici comme ailleurs, les Eglises dites « charismatiques » rencontrent un étonnant succès. Deux éléments en font l'originalité : leur extraversion et l'accent mis sur un aspect particulier de l'enseignement pentecôtiste, dénommé « Faith Gospel » dans les pays anglophones.

---

[71] Paul Gifford, *African Christianity*, Bloomington, Indiana University Press, 1994.

[72] *Ibid.* ; Jean-François Bayart, « Les rapports entre les Eglises et l'Etat au Cameroun de 1958 à 1971 », *Revue française d'études politiques africaines*, août 1972, « La fonction politique des Eglises au Cameroun », *Revue française de science politique*, n° 33, 1973, et « Les Eglises chrétiennes face à la politique du ventre », *Politique africaine*, n° 35, octobre 1989 ; Jean-François Bayart et Achille Mbembe, « La bataille de l'archidiocèse de Douala », *ibid.*, 1989.

[73] D'après Eric de Rosny, 109 nouvelles confessions sont apparues à Douala depuis 1990, dont 67 pentecôtistes. On note également l'apparition de nombreuses Eglises parallèles (Guan Yin, dirigé par la Chinoise Ching Hai, la communauté Bahá'íe, la Unification Church de S. M Moon).

Comme le fait remarquer Gifford, l'extraversion est l'une des caractéristiques premières des Eglises charismatiques. Le rôle essentiel qu'y joue le Faith Gospel en est l'exemple le plus frappant. Importé des Etats-Unis, où il est la chasse gardée de télévangélistes tels Oral Roberts et Kenneth Copeland, *via* quelques pays phares (Nigeria, Ghana, Zambie), le Faith Gospel est une doctrine très spéciale, d'après laquelle « Dieu a pris en compte tous les besoins de la gent humaine. Il reste aux hommes aujourd'hui à partager la victoire du Christ [ ] Le bien-être et la richesse sont à la portée de tout croyant, seul suffit une confession de foi ».

Le « big man » du Faith Gospel en Afrique est le Nigérian Benson Idahosa, dont les passages à Douala déclenchent d'importantes manifestations. Dans ses sermons, il est avant tout question de réussite financière. Avant de « recevoir Dieu », prêche-t-il, il avait une poignée de vêtements, une maison modeste, une voiture toute simple. Aujourd'hui, quand il ne voyage pas en avion, en première classe s'entend, il roule carrosse dans une Mercedes dernier modèle dont le luxe fait envie aux nantis. Il a tant d'habits qu'il ne sait qu'en faire, tant à manger qu'il ne sait plus où donner de la tête. C'est tout juste s'il ne se perd pas dans sa propre maison, tant celle-ci est grande.

Le message délivré par le Faith Gospel n'est pas loin de celui que véhiculent les feymen (on pense notamment à ce feyman dont deux des voitures furent confisquées par l'Etat au motif qu'elles étaient identiques à celles de Paul Biya, crime de lèse-majesté s'il en fut). Il fait écho, aussi, à celui de nombreuses petites confessions, encore en plein essor, qui font florès depuis quelques années dans les grandes villes camerounaises. Le Flaming Fire of God Ministries, importé par le pasteur zambien Billy Lubansa, en est une. Pour Lubansa, comme pour la plupart des représentants de ce nouveau charismatisme camerounais, la réussite financière prime tout. L'idée que les pauvres sont bénis, prêche-t-il, est absurde ; la foi, bien au contraire, nous délivre de la pauvreté. La profession de foi des adeptes des Assemblées de Dieu, autre confession charismatique importée, celle-ci, du Nigeria en 1987, est la suivante : « Je rejette la pauvreté car à partir d'aujourd'hui Jésus est mon sauveur ». Dans le quartier Omnisports de Douala, secteur très pauvre de la ville, les églises charismatiques pullulent. Sur le parvis de l'une d'entre elles, un panneau annonce le programme de la semaine : le lundi, on priera pour de l'argent, le mardi pour réussir dans les affaires, et ainsi de suite.

Ailleurs, note Eric de Rosny, on invoque Dieu pour pouvoir se procurer des produits de luxe : « Rendez-moi riche, mon Père, riche comme celui qui a une voiture dont le Président lui-même est jaloux ». Les principaux adeptes de ces nouvelles Eglises, explique Rosny, sont les cadets sociaux. De leur engouement pour ces confessions axées sur l'argent naît une nouvelle approche chez les praticiens de la médecine vernaculaire duala, les *nganga*. De plus en plus, fait-il remarquer, ces derniers utilisent la Bible dans leurs traitements, en dépit du fait que les Eglises pentecôtistes mènent une guerre acharnée contre les pratiques dites « traditionnelles », qu'elles taxent de sorcellerie. De même, de plus en plus de ceux qui, auparavant, auraient consulté un *nganga* se tournent maintenant vers les prêtres, et ce souvent dans l'espoir que ceux-ci pourront les aider dans leur quête d'argent. On le voit, les distinctions entre Eglise et Eglises, médecine vernaculaire et sorcellerie s'estompent. Dans ce contexte, né en grande partie de la crise, et étant donné l'usage fait en haut lieu de pratiques considérées par d'aucuns comme de nouvelles formes de sorcellerie (la Rose-Croix, par exemple, dont on a longtemps dit que le président Biya était un adepte), le feyman est une figure clé. « Il fait partie, selon Rosny, de ces alternatives sociales dont les gens de Douala ont besoin pour espérer ».

La capacité qu'a le feyman d'opérer dans ce contexte complexe et mouvant, empruntant

ici une idée, là une forme d'autoreprésentation, ailleurs encore un certain art de rêver, fait de lui, au sens propre du terme, un personnage envoûtant. Il tient du *trickster*, cet être extraordinaire qui anime tant de mythes africains. On le verrait bien dans la peau d'Eshu-Elegbara, le messager des forces divines chez les Yoruba du Nigeria. La caractéristique première d'Eshu est d'être à la fois tout et son contraire. Deux amis l'ont rencontré, mais ils ne peuvent se mettre d'accord sur ce qu'ils ont vu ; pour le premier, c'était un grand homme au faciès blanc, coiffé d'une toque noire ; pour le second, un grand homme noir à la toque blanche. Les deux compagnons finissent par s'étriper. C'est qu'Eshu a un double visage : il sème la confusion et, de celle-ci, tire un pouvoir incomparable[74].

FEYMANIA FUTURE

Qu'en est-il de la feymania en l'an 2000 et qu'en attendre ? Le feyman reste un personnage envoûtant, qui fait rêver et qui fait peur, avec lequel on voudrait rivaliser et que pourtant l'on fuit. En témoigne une remarque d'Eric de Rosny, pour qui la parole est une chose si puissante, et le feyman un être si ambigu que, de plus en plus, on se garde de dire son nom. C'est qu'en prononçant le mot de feyman, on risquerait de s'attirer les attentions de celui qu'il désigne. Les choses, cependant, comme le fait remarquer Rosny lui-même, ne sont pas si simples. Le feyman d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a un an ou deux. Il continue à « feyre », au sens originel du terme, à mettre sur pied des arnaques, « des histoires dans lesquelles tu n'es pas simplement pris : tu es complètement déshabillé, des esbroufes fabuleuses, des coups de génie ». Un survol des grands titres de la presse indique cependant que le terme feyman recouvre aujourd'hui plus d'activités qu'auparavant. De plus en plus souvent, il sert à désigner des escrocs ordinaires, si l'on peut dire, des hommes (et des femmes) dont les arnaques sont relativement classiques. Détournements de fonds, exploitation de marchés fictifs, paiements frauduleux obtenus grâce à des complicités au sein d'une entreprise ou d'une banque, surfacturations : de tous ces tours de passe-passe, on dit qu'ils appartiennent au monde de la feymania. Cette évolution est le reflet de transformations subies par la société camerounaise au cours des quelque douze à dix-huit mois derniers.

L'économie, dit-on à Douala, dans les milieux nantis du moins, va mieux. C'est en effet ce que montrent les indicateurs de base. Le taux de croissance réel du PIB se situe à environ 4,6 %. Si l'on en croit les statistiques officielles, l'inflation aurait été ramenée au très respectable niveau d'environ 2 % en 1999-2000. Les recettes d'Etat seraient passées de 848 milliards de francs CFA en 1998-1999 à 1 169 milliards en 1999-2000, soit un rendement mensuel de 70,66 milliards en 1998-1999 et 97,41 milliards en 1999-2000[75]. Au 30 juin 2000, les recettes fiscales s'élèveraient à 753 millions, les recettes non fiscales à 223 milliards, soit un total de 973 milliards. Ces performances seraient dues

[74] Robert Farris Thompson, *Flash of the Spirit : African and Afro-American Art and Philisophy*, New York, Vintage, 1984.

[75] Dépenses d'Etat : 1998-1999 : 820 milliards ; 1999-2000 : 947 milliards.

entre autres à l'efficacité accrue des services d'assiette (douanes, impôts) et de recouvrement (Trésor), à un vaste programme de modernisation des régies financières (en matière, notamment, de logistique et de formation) et à l'entrée en vigueur de la TVA. A noter également, parmi les raisons de ce redressement, des améliorations dans la gestion des dépenses publiques (essai de rigueur et de discipline budgétaire).

En matière de finances, les choses aussi vont mieux. La masse monétaire accuse une progression d'environ 19 %, l'accroissement du crédit intérieur, en particulier au secteur privé, progresse d'environ 9,2 % et l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire diminue. Cette amélioration serait due à un bon niveau de mobilisation des ressources intérieures et extérieures, à un éventail de mesures prises pour assurer le rapatriement des recettes d'exportation, au retour progressif des investissements directs étrangers et à un raffermissement de la confiance dans le système bancaire, fortement éprouvé par une série de scandales en 1994-1995. Le déficit du compte d'opérations, quasi chronique depuis plus de dix ans, a été résorbé ; il serait redevenu positif depuis mars 2000, et ce à hauteur de 44,6 milliards de francs CFA. Le taux de couverture extérieure de la monnaie se serait en conséquence redressé à plus de 15 % en juin 2000, contre 5,3 % en juin 1999. En matière de réformes structurelles, aussi, on note des progrès. On constate dans l'ensemble une amélioration du climat des affaires, et l'on assiste à la promotion d'une économie plus compétitive et créatrice de valeurs. Les spécialistes attribuent ce progrès en partie au désengagement de l'Etat, par le biais d'un vaste programme de privatisation des sociétés publiques et parapubliques. Important aussi à cet égard : l'assainissement du secteur bancaire et des assurances. La mise en place, dans les mois à venir, d'une Bourse nationale pour faciliter la mobilisation de l'épargne intérieure et, l'été passé, d'un guichet unique au port de Douala, dans le but de simplifier les formalités douanières, devrait soutenir cette amélioration. L'inclusion du Cameroun dans la liste des petits pays très endettés (PPTE) devrait contribuer également à l'allègement de la dette, dont le service (32 % des recettes propres en 1998-1999) continue à peser lourdement sur les finances de l'Etat.

Le gouvernement est optimiste. On prévoit une croissance de l'ordre de 6 % pour 2000-2001. Les recettes d'Etat attendues pour l'exercice 2000-2001 seraient de 835 milliards (recettes fiscales) et 357 milliards (non fiscales), soit au total 1192 milliards. Afin d'atteindre ce but, on parle d'une série de mesures touchant les impôts, les douanes, le Trésor et les dépenses publiques. On parle beaucoup aussi de transparence, de rigueur dans la gestion des dépenses publiques et de la réorientation des gains ainsi réalisés vers le secteur social (l'amélioration des conditions de vie dans les couches les plus démunies, en particulier)[76].

Que tout cela rappelle fortement le discours du FMI n'est pas fortuit. Après des années passées au ban de la communauté financière internationale, en août 1997 le Cameroun parvenait enfin à signer avec le FMI un plan d'ajustement structurel (FASR ou Facilité d'ajustement structurel renforcé). Trois ans plus tard, le gouvernement Biya pouvait se féliciter : malgré bien des hauts et des bas, dont la désignation du Cameroun, deux années de suite, comme pays le plus corrompu du monde par l'ONG Transparency International, le pays avait réussi à remplir les conditions que lui imposaient les institutions de Bretton Woods. La FASR semble avoir eu des effets bénéfiques sur l'économie. On

[76] US Department of State, *Country Commercial Guidelines : Cameroon,* mars 2000 ; *Le Monde* des 5 et 20 novembre 2000 ; Société générale de banques au Cameroun, *Rapport annuel*, 1997-1998 et 1998-1999.

est cependant en droit de se demander ce qu'il en sera au quartier. Même les plus fervents apologistes de la FASR s'accordent là-dessus : en dessous d'une croissance de l'ordre de 10 % au moins, les plus pauvres ne verront pas venir grand-chose. Pour les couches les plus défavorisées, un effort réel sera-t-il fait – de redistribution, de création d'emplois, de services de santé, de logement, d'éducation ? On peut en douter. Quant à l'assainissement en haut lieu des mœurs financières, on est en droit, là aussi, de se poser bien des questions…

Comme le fait remarquer Jean-François Bayart, les conditionnalités imposées en matière de « bonne gouvernance » par les bailleurs étrangers manquent de sérieux[77]. C'est certain : on veut de l'ordre, ou assez d'ordre du moins, pour permettre aux investisseurs du « premier » monde de réaliser des affaires. On n'est pas trop regardant au-delà. En toute probabilité, les mesures prises par l'Etat camerounais pour rendre plus « transparente » la gestion de ses avoirs n'auront pas grande incidence sur la gabegie en haut lieu. Certains détournements, il est vrai, ne seront plus aussi faciles à organiser que par le passé. On promet un audit financier de la SNH (Société nationale des hydrocarbures, véritable passoire au travers de laquelle sont passés des milliards de francs CFA, aujourd'hui en Suisse et *off-shore*) ; voilà qui compliquera un peu la donne, pour un moment. Sans doute procédera-t-on aussi à quelques arrestations de hauts fonctionnaires, comme on le fit en 1999 (avec notamment celle du ministre des PTT, Mounchipou Seidou, qui s'était taillé une fortune à coups de marchés fictifs). En surface, les choses paraîtront moins glauques ; peu changera au fond.

La question des apparences a cependant du poids. Comme le montre l'affaire Mounchipou, les moins discrets se font prendre dans le collimateur de la politique « mains propres » échafaudée pour satisfaire aux conditions imposées par le FMI. Pour les feymen, aussi, elle a son importance. Trop voyant, trop ouvertement lié au pouvoir en place, un escroc comme Donatien pose problème. Il n'y a pas si longtemps, on avait besoin d'hommes comme lui, des moyens qu'ils offraient ; on se passait difficilement d'eux. Grâce à la relance économique, l'Etat n'est plus aux abois. Cela, combiné à l'intérêt du gouvernement à satisfaire les institutions de Bretton Woods, le Club de Paris et les autres, fait que la grande feymania est aujourd'hui une chose du passé. Qu'on ne s'imagine pas, toutefois, que l'arnaque, l'escroquerie, la corruption battent en retraite. Elles ne font que changer de visage. En témoignent plusieurs cas récents de détournement de fonds (3 millions de francs CFA à la SONEL en 1998-1999, arnaque perpétrée par trois Français, cadres de la SCB-Crédit Lyonnais ; l'affaire Leadership Academy, en 2000, dans laquelle sont impliqués Européens et Africains), de *straddling* par de hauts fonctionnaires, de surfacturation liée au budget de l'Etat, de collusion et de paiements frauduleux (dont une affaire, toujours en cours, dans laquelle une des plus grandes banques de la place s'est vu délester de centaines de millions de francs CFA). La Françafrique continue de tisser sa toile, au gré notamment des privatisations, dans lesquelles elle joue un rôle prépondérant[78]. La justice, elle, de l'aveu même de ses ténors, n'a de juste que le nom. Pour une personne interviewée à Yaoundé, le plus grand feyman de tous, c'est Paul Biya, et la plus belle arnaque, le « renouveau » promis par le parti qu'il dirige.

---

[77] *Le Monde* du 10 mars 1998.

[78] Voir *La Lettre du continent* du 7 mai 1998.

Dans la nouvelle conjoncture économique et politique, note un membre du Barreau, la feymania devient plus discrète, l'arnaque plus sophistiquée. L'arnaqueur, lui, se fait moins flamboyant. Il vit à Denver, à Santa Barbara, dans une luxueuse maison, il a plusieurs belles voitures, mais on le voit moins souvent en boîte ou au bar du Méridien entouré de bouteilles de champagne, de gardes du corps et de belles filles ; ses cortèges de Mercedes et de Pajeros soulèvent moins souvent la poussière des rues de Douala. Entre feyman au sens propre du terme, businessman peu scrupuleux et même homme d'affaires légitime, les différences ont tendance à s'estomper. Dans la manière de se comporter, les choix de vie, la gestuelle, les uns ressemblent de plus en plus aux autres. C'est le cas notamment dans le domaine de l'habitat. Là, comme ailleurs, on assiste à ce que plusieurs interlocuteurs décrivent comme une « feymanisation » de la société. Les maisons d'une certaine nouvelle bourgeoisie doualaise – fonctionnaires qui se sont enrichis *on the job*, adeptes de la surfacturation et du blanchiment, mais aussi hommes et femmes d'affaires réputés sérieux, membres des professions libérales – empruntent de plus en plus d'éléments stylistiques au vocabulaire de l'architecture feyman. Colonnes et portiques, frises et frontons néoclassiques abondent, tuiles et carreaux importés, béton armé et vastes baies vitrées également.

Une compagnie – le cabinet Solidmaison, implanté à Douala, à Yaoundé et, depuis peu, à Bafoussam (dans l'Ouest) – se spécialise dans cet étonnant look postmoderne. A Akwa, grand quartier commerçant de Douala, il s'est récemment ouvert une boutique de créations en stuc, ornements obligés de la maison néoclassique. En matière de décoration intérieure, aussi, et plus largement de goûts affichés, les distinctions entre business glauque et business légitime tendent à se gommer. Un galeriste racontait ainsi la visite d'un escroc bien connu : une jolie fille à chaque bras – il s'agissait, après tout, d'un vernissage –, l'homme allait de tableau en tableau, exigeant que l'on y colle une pastille rouge. Il s'avéra par la suite qu'il n'avait pas la moindre intention d'acheter quoi que ce soit ; il voulait simplement qu'on le croie intéressé par les œuvres en question. Ce n'est pas là seulement qu'on faisait mine de s'intéresser à l'art : une banque de la place exposait dans son grand hall des peintures de la même école. On n'y avait pas davantage l'intention d'acheter (les tableaux étaient prêtés par une autre galerie). Ce qui était clair, en revanche, c'est que pour les uns comme pour les autres, art et argent faisaient, ne fût-ce que symboliquement, bon ménage.

L'idée d'une feymanisation de la société camerounaise renvoie à une autre considération, celle de l'originalité du phénomène. A plus d'un égard, on l'a vu, la feymania est novatrice. Lorsque, en 1993-1994, Donatien et son frère Gutenberg se lancent dans les affaires en Afrique australe, le choix de s'implanter ailleurs, non seulement loin de leur patrie mais aussi loin de la France, est assez singulier. Aujourd'hui, le Cameroun s'intéresse de plus en plus au reste du monde. La mondialisation, on en parle au gouvernement mais aussi au quartier. L'Internet qui, voici peu, paniquait en haut lieu, fait florès ; les collectivités tissent de nouveaux liens avec l'étranger (en août 2000, Douala signait un accord de développement économique avec Windhoek, en Namibie) ; le projet de pipeline Tchad-Cameroun sponsorisé par la Banque mondiale s'étant finalement concrétisé, on frémit un peu moins à Yaoundé à l'idée d'une présence américaine sur le territoire. De plus en plus d'entreprises se créent qui portent leur regard sur l'étranger. On voit apparaître de nouvelles compagnies d'aviation (Afrinat International Airlines, qui promet des vols directs Douala-New York) ; un businessman établi se fait armateur ; la téléphonie mobile a la cote. Dans la rue, aussi, les boutiques adoptent des noms évocateurs : « Moving », « Megastore », « Worldwide » La feymania n'est pas à

l'origine de tout cela, bien sûr, mais force est de constater que ses adeptes furent parmi les premiers à se lancer à l'assaut de l'étranger, qu'ils furent en un sens des vecteurs de la globalisation.

Sur d'autres points encore, les feymen ont tracé le chemin. Longtemps illicite, le jeu est aujourd'hui légal au Cameroun. Mieux, avec l'implantation du PMU, il est devenu une affaire d'Etat. Pour plus d'un observateur, cela est grave. Beaucoup voient dans le PMU Cameroun (PMUC) une entreprise maffieuse, liée au réseau corse de Charles Pasqua et, de façon plus large, au blanchiment de l'argent sale[79]. Une chose est certaine : dans ce domaine aussi les feymen font figure de précurseurs. L'usage du jeu comme moyen de financement de l'Etat date de la grande ère de la feymania. Tous les « grands » de la profession tâtèrent du jeu, fondèrent ou contrôlèrent des casinos. Certains patrons de maisons de jeu, dont l'illustre Claude « le Parisien », furent liés, et de près, dit-on, au pouvoir en place. La chose n'a rien de nouveau ni de très original : en France, aux Etats-Unis, ailleurs, le jeu et l'Etat vont main dans la main depuis fort longtemps. Au Cameroun, le phénomène aura attendu les feymen pour prendre racine.

La feymania des années 1990 ouvre ainsi la voie à d'autres formes d'arnaques, dont un certain nombre sont « licites ». Un phénomène – certes assez troublant mais révolutionnaire à sa façon – a été phagocyté en quelque sorte par l'establishment dont il est né et qu'il a su, brièvement, mettre à mal. L'Etat reprend le dessus[80], mais les choses ont changé. L'escroquerie financière de haut vol, qui fut longtemps la chasse gardée de la classe dirigeante et, à un moindre degré, d'un petit groupe d'affairistes plus ou moins liés à celle-ci, s'est démocratisée. Une nouvelle nouvelle bourgeoisie est en train de se constituer. Force vive ou frein au développement ? A suivre[81]...

---

[79] Prendre position sur le PMUC, font remarquer plusieurs interlocuteurs, n'est pas facile. Sous la houlette de son PDG actuel, André Giacomoni, il est devenu un des acteurs culturels les plus en vue du pays. On s'attendrait à ce qu'il sponsorise des matchs de foot et des courses hippiques, moins, comme c'est le cas, des manifestations artistiques (expositions, projets de peintres et de sculpteurs, défilés de mode). Pour certains, il ne faudrait pas toucher aux fonds qu'il offre. D'autres font remarquer que, dans un pays où l'art contemporain, pourtant étonnamment riche, ne jouit d'aucune reconnaissance officielle et où les quelques organisations qui luttent pour le faire connaître ne survivent que grâce à des bourses obtenues à l'étranger, on aurait tort de tourner le dos au PMU.

[80] Tout comme il reprend le dessus en matière de violence urbaine. Pour contrecarrer ce qu'il présente comme une épidémie de banditisme, le gouvernement met sur pied le Commandement opérationnel, unité chargée de « remettre de l'ordre » à Douala. Très vite, la chose dérape. D'après le cardinal Tumi, six mois après sa création, le CO aurait eu à son actif quelque 500 exécutions extrajudiciaires (*Le Messager* du 30 août 2000 ; *Reporters associés* [Cameroun] du 4 juillet 2000). En février 2001, il était accusé d'avoir orchestré la disparition – entendez la mort – de neuf adolescents, originaires, tous, de Bépanda, quartier populaire de Douala, majoritairement bamiléké (Amnesty International, « The government must throw more light on the disappearance of 9 children in Douala », communiqué de presse du 2 mars 2001).

[81] Sans l'aide de nombreux interlocuteurs à Douala et Yaoundé, ce texte n'aurait pas été écrit. Je les en remercie, mais, comme plusieurs d'entre eux me l'ont demandé, ne les nommerai pas. Dans les années quatre-vingt-dix, plusieurs articles sont parus dans la presse camerounaise, qui traitent de la feymania et de concepts apparentés ; certains de leurs auteurs ont bien voulu partager avec moi leurs vues : Susanne Kala-Lobé, Gervais Nitcheu, Pius Njawe, Eric de Rosny. Je leur en suis reconnaissante, ainsi qu'à Richard Banégas, Jean-François Bayart, Hywel Davies, Peter Geschiere, Béatrice Hibou, Barton Legum, Elisabeth Malaquais, Janet Roitman et Jean-Pierre Warnier.

Bibliographie

Amnesty International, *Annual Report,* 1992-1997.

Appiah K. A., Gates H. L. (eds), *Africana*, New York, Basic Books, 1999.

Balz H., *Where the Faith has to Live. Studies in Bakossi Society and Religion*, Bâle, Mission de Bâle, 1984.

Bayart J.-F., *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

Bayart J.-F., « Les Eglises chrétiennes face à la politique du ventre », *Politique africaine,* n◦ 35, octobre 1989.

Bayart J.-F., « La fonction politique des Eglises au Cameroun », *Revue française de science politique*, n◦ 33, 1973.

Bayart J.-F., « Les rapports entre les Eglises et l'Etat du Cameroun de 1958 à 1971 », *Revue française d'études politiques africaines*, août 1972.

Bayart J.-F., Mbembe A., « La bataille de l'archidiocèse de Douala », *Politique africaine*, n◦ 35, octobre 1989.

Bazenguissa-Ganga R., « Milices politiques et bandes armées à Brazzaville », *Les Etudes du CERI*, n◦ 13, 1996.

Bernault F., « Archaïsme colonial, modernité sorcière et territorialisation du politique à Brazzaville, 1959-1997 », *Politique africaine*, n◦ 72, décembre 1998.

Bouillon A. (dir.), *Immigration africaine en Afrique du Sud : les migrants francophones des années 90*, Paris, Karthala, 1999.

Bissek P., *Habitat et démocratie au Cameroun : enjeux africains d'une chasse gardée*, Paris, Karthala, 1994.

Champaud J., *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, Paris, ORSTOM, 1983.

Comaroff J. et J., « Alien nation : zombies, immigrants and millenial capitalism », *Bulletin du CODESRIA*, n◦ 3-4, 1999.

COSIBA, *La Question bamiléké : parlons-en ?*, Yaoundé, 1990.

Delancey M., Mbella Mokeba H., *Historical Dictionary of Cameroun*, Metuchen et Londres, Scarecrow Press, 1990.

Dongmo J.-L., *Le Dynamisme bamiléké*, 2 vol., Yaoundé, 1981.

Ejedepang-Koge S. N., *Bakossi. The Tradition of a People*, 2e édition, Washington, 1986 (1971).

Ellis S., « Les nouvelles frontières du crime en Afrique du Sud », *in* J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou (dir.), *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997.

Forrest T., « Le retour des Indiens en Ouganda », *Politique africaine*, n◦ 76, décembre 1999.

Fottorino E., *La Piste blanche. L'Afrique sous l'emprise de la drogue*, Paris, Balland, 1991.

Gelbard R., « Drug trafficking in southern Africa », *in* R. Rotberg, G. Mills (eds), *War and Peace in Southern Africa : Crime, Drugs, Armies, and Trade*, Washington et Cambridge, Brookings Institution et World Peace Foundation, 1998.

George N., *Hip-Hop America*, New York, Viking, 1998.

Geschiere P., « Sorcellerie et modernité : retour sur une étrange complicité », *Politique africaine*, n◦ 79, octobre 2000.

Geschiere P., *Sorcellerie et politique en Afrique. La viande des autres*, Paris, Karthala, 1995.

Gifford P., *African Christianity : its Public Role*, Bloomington, Indiana University Press, 1994.

GIC, *Le Cameroun éclaté ?*, Yaoundé, 1990.

Hibou B., « Le "capital social" de l'Etat falsificateur, ou les ruses de l'intelligence

économique », *in* J-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou (dir.), *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*, *op. cit*.

Himbara D., « The "asian" question in East Africa », *African Studies Review*, 56 (1), 1997.

Hobsbawm E., *Bandits*, New York, The New York Press, 2000 (1969).

Hurault J., *La Structure sociale des Bamiléké*, Paris, Mouton, 1962.

Joseph R., *Radical Nationalism in Cameroon : Social Origins of the UPC Rebellion*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

Laburthe-Tolra P., *Initiations et sociétés secrètes au Cameroun. Les mystères de la nuit*, Paris, Karthala, 1985.

Lacan M., « La population de Douala », thèse de doctorat, université de Toulouse, 1974.

Laurent M. O., « Pouvoir et société dans le pays bamiléké : la chefferie traditionnelle face au changement social dans la région de Banka-Bafang, Haut-Nkam », thèse de doctorat, université Paris-V, 1981.

Mainet G., *Douala : croissance et servitudes*, Paris, L'Harmattan, 1985.

Mainet G., *New Bell, environnement et cadre de vie*, Yaoundé, université de Yaoundé, 1979.

Mainet G., *New Bell, prototype des "quartiers des étrangers" à Douala*, Yaoundé, université de Yaoundé, 1979.

Malaquais D., *Architecture, pouvoir et dissidence au Cameroun*, Paris, Karthala, 2001.

Malaquais D., « You are what you build : architecture as identity among the Bamileke of West Cameroon », *Traditional Dwellings and Settlements Review*, V (2), 1994.

Mallart L., « La forêt de nos ancêtres », thèse de doctorat, université Paris-X, 1988.

Mbembe A., *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

Mbembe A., « Postface », *in* J. Richard, *Le Mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC,* Paris, Karthala, 1986.

McNaughton P., *The Mande Blacksmiths : Knowledge, Power, and Art in West Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 1988.

Miller C., *Theories of Africans : Francophone Literature and Anthropology in Africa*, Chicago, University of Chicago Press, 1990.

Miller C., *Blank Darkness : Africanist Discourse in French*, New Haven, Yale University Press, 1985.

Mongo B., *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972.

Mudimbe V., « Reprendre : ennunciation and strategies in contemporary african art », *in* S. Vogel (ed.), *Africa Explores : 20th Century African Art*, New York et Munich, Center for African Art et Prestel Verlag, 1991.

National Democratic Institute for International Affairs, *Cameroon Presidential Elections, October 11, 1992*, 1993.

Nations unies, Conseil de sécurité, Rapport final du groupe d'experts présidé par Anders Möllander et créé par le Comité du Conseil de sécurité conformément à la résolution 1237 (1999), 7 mai 1999.

Ndedi-Penda P., *Le Pouvoir aux deux visages : la terreur et la prospérité*, Yaoundé, Publications Galaxie, 1992.

Nitcheu G., « Cameroun : l'Internet prend son vol », site d'Africultures, 1999.

Ouologuem Y., *Le Devoir de violence*, Paris, Le Seuil, 1968.

Ouologuem Y., *Lettre à la France nègre*, Paris, E. Nalis, 1969.

Rosny E. de, *Les Yeux de ma chèvre*, Paris, Plon, 1981.

Rowlands M., Warnier J.-P., « Sorcery, power and the modern state in Cameroon », *Man*, n◦ 23, 1988.

Sadate S., *Le Policier et son public dans une société démocratique*, Yaoundé, 1994.

Séraphin G., *Vivre à Douala. L'imaginaire et l'action dans une ville africaine en crise*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Société générale de banques au Cameroun, *Rapport annuel*, 1997-1998 et 1998-1999.

Tabapssi T., *Le Modèle migratoire bamiléké (Cameroun) et sa crise actuelle. Perspectives économique et culturelle*, Leyde, CNWS, 1999.

Thompson R. F., *Flash of the Spirit : African and Afro-American Art and Philosophy*, New York, Vintage, 1984.

US Department of Energy, *Country Analysis Briefs : Equatorial Guinea,* 2000.

US Department of State, *Country Commercial Guidelines : Cameroon,* 2000.

US Department of State, *International Narcotics Control Strategy Report, 1999,* mars 2000.

US Department of State, *Equatorial Guinea Country Report on Human Rights Practices,* 1998.

US Department of State, *Burkina Faso Country Report on Human Rights Practices,* 1994.

US Department of State, *Cameroon Country Report on Human Rights Practices,* 1994, 1997, 1999.

US Department of State, *Togo Country Report on Human Rights Practices,* 1994.

Venter C. D. J., « Drug abuse and drug smuggling in South Africa », *in* R. Rotberg et G. Mills (eds), *War and Peace*, *op. cit*.

Villepin X. de, Penne G., Brisepierre P., « L'Afrique centrale : un nouveau depart ? », rapport d'information n◦ 376, Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, 1998.

Wardrop J., « Soweto syndicates and "doing business" », *in* R. Rotberg et G. Mills (eds), *War and Peace*, *op. cit*.

Waresquiel E. de (dir.), *Le Siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au XXe siècle*, Paris, Larousse, 1999.

Warnier J.-P., *L'Esprit d'entreprise au Cameroun*, Paris, Karthala, 1993.